



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

RÈGLEMENT D'ARBITRAGE



CCIS

Chambre
de Commerce
et d'Industrie
de Sfax, Tunisie

غرفة التجارة
والصناعة
لصفاقس، تونس



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

RÈGLEMENT D'ARBITRAGE

www.sfaxarbitrage.tn



Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Sfax, Tunisie | غرفة التجارة
والصناعة
لصفاقس، تونس

Rue Lieutenant Hammadi Tej BP 1153 - 3018 Sfax Tunisie
Tél : (00216) 74 29 61 20 Fax: (00216) 74 29 61 21

www.ccis.org.tn
ccis@ccis.org.tn

www.sfaxarbitrage.tn
info@sfaxarbitrage.tn

Index

Préface	5
La Clause Compromissoire Type	8
Livre premier : Dispositions communes	9
Titre premier : Dispositions générales	9
<i>Sous-titre premier</i> : Domaine de compétence	9
<i>Sous-titre deux</i> : Arbitrabilité du litige	10
<i>Sous-titre trois</i> : La capacité des parties	10
<i>Sous-titre quatre</i> : Principes fondamentaux	10
Titre deux : Statut des arbitres	12
<i>Sous-titre premier</i> : Conditions relatives à la personne de l'arbitre	12
<i>Sous-titre deux</i> : Obligations des arbitres	12
<i>Sous-titre trois</i> : Nombre d'arbitres	13
<i>Sous-titre quatre</i> : Nomination des arbitres	14
<i>Sous-titre cinq</i> : Récusation et révocation des arbitres	15
<i>Sous-titre six</i> : Remplacement des arbitres	17
Titre trois : La procédure arbitrale	18
<i>Sous-titre premier</i> : De la présentation de la requête d'arbitrage, de l'enrôlement et de l'ajournement	18
<i>Sous-titre deux</i> : Demande reconventionnelle	20
<i>Sous-titre trois</i> : Procès verbal de mission	21
<i>Sous-titre quatre</i> : Règles applicables à la procédure d'arbitrage	22
<i>Sous-titre cinq</i> : Déroulement de la procédure d'arbitrage	22
<i>Sous-titre six</i> : Mesures provisoires conservatoires	25
<i>Sous-titre sept</i> : Demande incidente	25
<i>Sous-titre huit</i> : Sentence d'accord parties	26
<i>Sous-titre neuf</i> : Clôture des débats	26
<i>Sous-titre dix</i> : Règles applicables au fond	27
Titre quatre : La sentence arbitrale	28
<i>Sous-titre premier</i> : Délai dans lequel la sentence doit être rendue	28

<i>Sous-titre deux</i> : Contenu de la sentence arbitrale et la soumission de son projet à la Haute Instance d'Arbitrage	28
<i>Sous-titre trois</i> : Notification de la sentence et dépôt	29
<i>Sous-titre quatre</i> : Effet obligatoire de la sentence arbitrale	29
<i>Sous-titre cinq</i> : Décisions rectificatives, interprétatives et complémentaires	30
Titre cinq : Dispositions Diverses	31
Titre six : Frais d'arbitrage	31
Livre deux : Dispositions spéciales - L'arbitrage en matière des référés	33

Préface

Il est généralement admis dans le monde des affaires que l'arbitrage est le mode normal de règlement des différends à caractère économique.

Les opérations internes et internationales ont connu une évolution considérable du fait qu'elles se rattachent à des domaines très spécifiques, ce qui a donné lieu à des litiges complexes qui ne peuvent être tranchés que par des personnes ayant une connaissance approfondie des différents domaines économiques et une haute qualification juridique et technique.

L'arbitrage, en tant que mode privé de règlement des différends entre commerçants, répond mieux aux exigences du commerce interne et international.

Le législateur tunisien a accordé une importance majeure à l'arbitrage en promulguant le code de l'arbitrage par la loi n° 93-42 du 26 avril 1993. Ce code a adopté l'arbitrage ad hoc et l'arbitrage institutionnel.

En conformité avec le code de l'arbitrage, la loi n° 2006-75 du 30 novembre 2006 relative aux Chambres de Commerce et d'Industrie a énuméré les services fournis à l'entreprise. Désormais, les Chambres peuvent « entreprendre conformément à la législation en vigueur toute initiative de conciliation, l'arrangement et le cas échéant, l'arbitrage au niveau régional national ou international » (article 4 alinéa 5-7).

C'est dans ce cadre que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Sfax « CCIS » a pris l'initiative de créer le Centre d'arbitrage de Sfax « Al.Mohakem » au mois d'avril 2016. Ce Centre est sous la tutelle administrative et financière de la CCIS. Toutefois, les arbitres conservent leur entière indépendance dans l'accomplissement de leurs missions.

Le Centre « Al. Mohakem » adopte une procédure régie par un règlement d'arbitrage qui a été déposé à l'Organisme Tunisien des Droits d'Auteur et des droits Voisins « OTDAV » et au Ministère du Commerce. Le logo du Centre a fait aussi l'objet de dépôt à l'Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle « INNORPI ».

Le présent règlement est orienté essentiellement vers la conciliation des impératifs de la rapidité, de l'efficacité et de la confidentialité d'une part, et de la nécessité du respect des principes fondamentaux de la procédure d'autre part.

En outre, il se caractérise par la simplicité de la procédure et par sa tendance vers l'instauration de la sécurité juridique pour les parties de l'arbitrage, ce qui permet de créer chez ces derniers le sentiment de sérénité et de confiance quant au mode de règlement de leurs différends. C'est d'ailleurs dans ce cadre que la Haute Instance d'Arbitrage «HIA» se présente comme étant un organe essentiel au sein du Centre « Al Mohakem ».

Elle a pour rôle le contrôle du bon déroulement de la procédure d'arbitrage et du respect des dispositions du règlement par les différentes commissions d'arbitrage, qu'elles soient chargées de statuer sur le fond du litige, ou chargées de trancher une action en référé.

Règlement d'arbitrage



La Clause Compromissoire Type

Les parties conviennent que tous les litiges qui résultent du présent contrat, ou qui sont en relation avec celui-ci, seront soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Centre d'arbitrage de Sfax « Al. Mohakem » en vigueur auquel les parties déclarent adhérer et s'engagent de respecter ses dispositions.

En conséquence les parties conviennent :

1- De soumettre leur litige à un tribunal arbitral composé de :

- * Un arbitre.
- * Trois arbitres.

désigné(s) conformément au règlement d'arbitrage du Centre d'arbitrage de Sfax « Al. Mohakem » en vigueur.

2- Que le litige soit tranché conformément :

- * Aux règles de droit.
- * Aux règles d'équité.
- * A la Coutume Commerciale en vigueur.

3- Que la langue d'arbitrage soit la langue :



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

Livre premier
Dispositions communes
Titre premier
Dispositions générales
Sous-titre premier
Domaine de compétence

Article 1er :

Le présent règlement s'applique lorsque les parties conviennent en vertu d'une convention d'arbitrage de désigner le Centre d'Arbitrage de Sfax « Al. Mohakem » pour régler toutes ou certaines contestations nées ou pouvant naître entre elles concernant un rapport de droit déterminé contractuel ou non contractuel.

Sous-titre deux

Arbitrabilité du litige

Article 2:

Ne sont pas arbitrables par le biais du Centre d'Arbitrage de Sfax :

- 1/ Les matières touchant à l'ordre public ;
- 2/ Les contestations relatives à la nationalité ;
- 3/ Les contestations relatives au statut personnel à l'exception des contestations d'ordre pécuniaire en découlant ;
- 4/ Les matières où on ne peut transiger ;
- 5/ Les contestations concernant l'Etat, les établissements publics à caractère administratif et les collectivités locales, à l'exception des contestations découlant des rapports internationaux, d'ordre économique, commercial ou financier, régis par le chapitre troisième du code de l'arbitrage.

Sous-titre trois

La capacité des parties

Article 3:

Les parties à une convention d'arbitrage qui désignent le Centre d'Arbitrage de Sfax pour trancher leur litige doivent avoir la capacité de disposer de leurs droits.

Sous-titre quatre

Principes fondamentaux

Article 4:

Les parties doivent être traitées sur un pied d'égalité et chacune d'elles a le droit de défendre ses intérêts de la façon qu'elle juge utile.

Article 5:

La commission d'arbitrage doit faire observer et observer elle-même le principe de la contradiction

Article 6:

La commission d'arbitrage doit en toutes circonstances respecter et faire respecter les droits de la défense.

Article 7:

Tout intervenant dans la procédure d'arbitrage est tenu, quel que soit sa qualité, du devoir de loyauté.

Article 8:

Le ministère d'avocat est obligatoire devant la commission d'arbitrage.

Article 9:

Les audiences de la commission d'arbitrage se déroulent à huit clos et ne peuvent y assister que les parties et leurs avocats. Toutefois et à titre exceptionnel, la commission d'arbitrage peut ordonner la présence de toute personne dont l'audition est jugée utile.

Article 10:

Les parties sont tenues de garder en tout le respect dû à la commission d'arbitrage.

Article 11:

Seules les parties ont le droit d'introduire l'instance devant la commission d'arbitrage elles ont la liberté de déterminer les éléments du litige.

Article 12:

La commission d'arbitrage doit se prononcer sur tout ce qui est demandé, elle ne peut statuer sur des choses non demandées, ou sur plus qu'il n'a été demandé.

Article 13:

chacune des parties supporte la charge de la preuve des ses prétentions.

Article 14:

Les parties doivent collaborer avec la commission d'arbitrage dans toutes les mesures qu'elle ordonne pour la découverte de la vérité.

La commission peut tirer toute conséquence du non observation par les parties du devoir de collaboration.

Article 15:

Chaque partie a le droit de pendre communication des pièces de la procédure et de tous les rapports et les documents produits par son adversaire.

Article 16:

La commission d'arbitrage veille au bon déroulement de l'instance, elle a le pouvoir d'impartir les délais raisonnables et d'ordonner les mesures nécessaires pour la découverte de la vérité.

Article 17:

La commission d'arbitrage ne peut fonder sa décision sur des faits qui ne sont pas dans le débat.

Titre deux : Statut des arbitres

Sous-titre premier

Conditions relatives à la personne de l'arbitre

Article 18:

L'arbitre doit être une personne physique, majeur, compétent et jouissant de tous ses droit civils.

Il ne doit pas faire l'objet d'une sanction disciplinaire qui lui est infligée par l'une des instances professionnelles ou l'une des institutions à laquelle il appartient.

Sous-titre deux

Obligations des arbitres

Article 19:

Tout arbitre doit être impartial tout au long de la procédure arbitrale.

Il doit être en outre indépendant des parties en cause.

Article 20:

Lorsqu'une personne est pressentie en vue de sa nomination éventuelle en qualité d'arbitre, elle doit signer une déclaration d'indépendance des parties en cause et un engagement d'être impartial en cas de sa nomination. La dite déclaration doit être déposée auprès du président de la Haute Instance d'Arbitrage qui la communique aux parties.

La personne pressentie doit en outre signaler au président de la Haute Instance d'Arbitrage toutes les causes de nature à soulever des doutes légitimes sur son impartialité ou sur son indépendance.

Le président en informe les parties en cause et leur impartit un délai pour répondre.

Tout arbitre doit faire connaître par écrit au président de la Haute Instance d'Arbitrage les faits et les circonstances de nature à soulever des doutes sur son impartialité et son indépendance qui surviendraient pendant la procédure d'arbitrage.

Le président de la Haute Instance d'Arbitrage en informe les parties en cause et leur impartit un délai pour connaître leurs observations.

Le silence des parties à l'expiration du délai imparti est considéré comme approbation de la continuation de l'arbitre de sa mission.

Article 21:

Le magistrat ou l'agent public, désigné comme arbitre doit obtenir préalablement de toute mission d'arbitrage l'autorisation administrative nécessaire de l'autorité compétente.

Si l'autorisation n'est pas produite dans les quinze jours qui suivent la notification de sa nomination, la Haute Instance d'Arbitrage peut remplacer le magistrat ou l'agent public nonobstant toute demande des parties.

Le président de la Haute Instance d'Arbitrage est seul habilité à vérifier l'obtention par le magistrat ou l'agent public de l'autorisation.

Article 22:

Si l'arbitre est un magistrat, ce dernier ne peut statuer dans les affaires où l'une des parties est aussi partie dans une affaire pendante devant lui dans la juridiction de l'ordre judiciaire.

Sous-titre trois Nombre d'arbitres

Article 23:

Les différends sont tranchés par un arbitre unique ou par trois arbitres.

Article 24:

Si les parties n'ont pas fixé d'un commun accord le nombre des arbitres, il revient à la Haute Instance d'Arbitrage d'en déterminer le nombre en prenant en considération l'importance du litige, sa nature et le montant de la demande.

Sous-titre quatre

Nomination des arbitres

Article 25:

Lorsque le litige est soumis à trois arbitres, chacune des parties désigne un arbitre.

La Haute Instance d'Arbitrage désigne l'arbitre de la partie qui s'abstient.

Le troisième arbitre qui assume la présidence de la commission d'arbitrage est nommé par la Haute Instance d'Arbitrage sur avis des parties.

Article 26:

En cas de pluralité de demandeurs ou défendeurs, et si le litige est soumis à trois arbitres, les demandeurs conjointement désignent un arbitre.

A défaut d'accord entre les parties sur la constitution du tribunal arbitral, la Haute Instance d'Arbitrage peut nommer les trois arbitres et désigner l'un d'entre eux en qualité de président. Les arbitres désignés doivent remplir les conditions exigées par le présent règlement.

Article 27:

L'acceptation par l'arbitre remplaçant de sa mission ou sa récusation par l'une des parties n'a aucun effet sur le déroulement de la procédure arbitrale.

Article 28:

La commission d'arbitrage ne sera considérée comme régulièrement constituée qu'une fois que tous les arbitres désignés auront expressément accepté leur mission et que le montant des frais administratifs ainsi que le montant de la provision dûe par les parties aux arbitres, auront été versés intégralement.

En acceptant sa mission, l'arbitre s'engage à l'accomplir jusqu'à son terme conformément au présent règlement.

Sous-titre cinq

Récusation et révocation des arbitres

Article 29:

Les arbitres peuvent être récusés dans les cas suivants :

- 1/ Dans les litiges où ils sont eux-mêmes parties ou cointéressés, ou coobligés de l'une des parties ou exposés à un recours en garantie ;
- 2/ Dans les affaires de leurs femmes ou de leurs maris même après la dissolution du mariage ;
- 3/ Dans les affaires de leurs ascendants et descendants ou alliés à l'infini en ligne directe et en ligne collatérale, de leurs parents jusqu'au sixième degré, ou alliés jusqu'au quatrième degré ;
- 4/ Dans les affaires où ils ont dû agir comme représentants de l'une des parties ;
- 5/ Dans les affaires où ils ont été entendu comme témoins ou dont ils ont connu comme juges ou à propos des quelles ils ont précédemment exprimé une opinion ;
- 6/ S'ils sont créanciers ou débiteurs de l'une des parties ;
- 7/ Si l'une des parties est leur employée à gage ;
- 8/ S'ils sont employés à gage de l'une de parties ;
- 9/ S'il y a procès entre eux et l'une des parties ;

Et d'une manière générale, la récusation de l'arbitre peut intervenir s'il existe des causes et des circonstances de nature à soulever des doutes légitimes sur son impartialité ou son indépendance ou sa loyauté, ou si celui-ci ne possède pas les qualifications convenues entre les parties.

Une partie ne peut récuser l'arbitre quelle a nommé ou à la nomination duquel elle a participé, que pour des causes dont elle a eu connaissance après sa nomination.

Article 30:

La partie n'est plus admise à récuser l'arbitre lorsque, connaissant la cause de la récusation, elle a sans la faire valoir, accompli un acte de procédure ou pris des conclusions devant lui.

Article 31:

Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a nommé ou à la nomination duquel elle a participé que pour une cause dont elle a eu connaissance après cette nomination.

Après la clôture des plaidoiries la demande de récusation est irrecevable.

Article 32:

Toute partie qui souhaite récuser un arbitre doit, sous peine, de forclusion présenter sa demande motivée et signée par son avocat au président de la commission d'arbitrage avant la clôture des débats et dans les quinze jours suivant la réception de la notification de la nomination de l'arbitre ou dans les quinze jours suivant la date à laquelle la partie introduisant la récusation a été informée de l'une des causes de la récusation survenue après sa nomination

Le président dès qu'il en est saisi, provoque lui-même les explications de l'arbitre récusé et au besoin celle de la partie requérante. Il communique la demande de récusation aux autres parties et leur demande de présenter leurs observations. Il doit en outre transmettre la demande et des copies des moyens de preuve au président de la Haute Instance d'Arbitrage.

La commission d'arbitrage composée par d'autres arbitres que l'arbitre récusé, et du président de la Haute Instance d'Arbitrage ou son délégué et deux des ses membres statue si l'arbitre doit s'abstenir de continuer sa mission.

Sa décision doit être motivée. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

Article 33:

La révocation de l'arbitre au cours du déroulement de la procédure d'arbitrage ne peut être prononcée que par accord de toutes les parties et avant la clôture des débats. Dans ce cas, et sur demande de la partie la plus diligente, la Haute Instance d'Arbitrage composée de son président et deux de ses membres prononcera la décision de révocation qui n'est susceptible d'aucune voie de recours.

En cas d'impossibilité d'accord, toute partie, peut saisir la Haute Instance d'Arbitrage pour demander la révocation de l'arbitre et ce, à peine de forclusion, dans un délai de trente jours à compter de la date de l'acceptation de l'arbitre de sa mission ou à compter de la date à laquelle la partie introduisant la demande a été informée des causes et des circonstances qu'elle considère justifiant la révocation.

La demande de révocation doit contenir un exposé détaillé des causes et circonstances que le demandeur invoque comme fondement de la révocation.

La Haute Instance d'Arbitrage composée de son président et deux de ses membres, transmet des copies de la demande et

des pièces justificatives au secrétariat général du centre qui les notifie aux parties et à l'arbitre concerné pour présenter leurs observations écrites dans un délai raisonnable imparti par la Haute Instance d'Arbitrage.

A l'expiration de ce délai, la Haute Instance d'Arbitrage se prononce sur la recevabilité et le bien- fondé de la demande. Elle peut prendre toutes mesures qu'elle juge utiles pour la découverte de la vérité et rend sa décision dans les plus brefs délais et dans tous les cas dans un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date d'introduction de la demande.

La décision de la Haute Instance d'Arbitrage n'est susceptible d'aucune voie de recours

Article 34:

Lorsqu'une demande de révocation ou de récusation d'un arbitre est présentée, la procédure d'arbitrage est suspendue jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande.

Sous-titre six

Remplacement des arbitres

Article 35:

Il y a lieu à remplacement d'un arbitre en cas de décès, de révocation, de démission et de récusation acceptée. Un arbitre remplaçant est nommé à sa place. En cas d'impossibilité, le remplacement est décidé par la Haute Instance d'arbitrage.

Article 36:

En cas de remplacement d'un arbitre, la commission d'arbitrage a le pouvoir d'appréciation de décider s'il y'a lieu de réexaminer des questions déjà examinées au cours du déroulement de l'instance avant le remplacement. Toutefois, l'avis des parties est pris en considération.

Article 37:

Lorsqu'un arbitre se trouve dans l'impossibilité de droit ou de fait de remplir sa mission, cette dernière prend fin s'il se déporte ou à défaut, il encourt la révocation.

La demande de déport doit être présentée à la Haute Instance d'Arbitrage qui statue dans les plus brefs délais.

Titre trois
La procédure arbitrale
Sous-titre premier
De la présentation de la requête
d'arbitrage, de l'enrôlement et de
l'ajournement

Article 38:

Le Centre est saisi par requête écrite et présentée par l'avocat du demandeur au secrétariat général accompagnée de la justification du paiement des frais administratifs dûs au centre, et des copies des moyens de preuve.

Il est établi autant de copies que des défendeurs.

La requête introductive l'instance doit contenir ce qui suit :

- l'identité complète de chaque partie : le nom et le prénom, qualité, domicile et éventuellement son numéro d'inscription au registre de commerce

Si l'une des parties est une personne morale on doit indiquer la nature, la forme le nom commercial, le domicile et le nom de son représentant légal si possible.

Le domicile de l'étude de l'avocat est considéré comme domicile élu du demandeur ;

-L'exposé des faits de la cause, les moyens de preuve, le fondement juridique sur lequel repose la demande et les conclusions du demandeur ;

-La convention d'arbitrage en indiquant la clause compromissoire ou le compromis en vertu duquel les parties sont convenues de désigner le Centre d'Arbitrage de Sfax pour résoudre leur litige ;

-L'indication du lieu de l'arbitrage, la langue de l'arbitrage et le droit applicable ;

-Les indications relatives au nombre des arbitres et la mention de l'identité de l'arbitre désigné par le demandeur ;

-Les indications relatives au nombre des arbitres remplaçants et l'arbitre remplaçant désigné par le demandeur ;

-Si le demandeur a délégué au président de la Haute Instance d'Arbitrage le pouvoir de désigner l'arbitre, il doit le mentionner explicitement.

Article 39:

Le secrétaire général du centre doit inscrire la requête sur le registre tenu à cet effet après vérification du paiement des frais administratifs.

Il doit aussi en délivrer récépissé. Le secrétaire général présente ensuite la requête et les pièces accompagnées au président de la Haute Instance d'Arbitrage.

Article 40:

Le président de la Haute Instance d'Arbitrage prend communication de la requête et des pièces jointes et peut, si nécessaire, demander au demandeur de couvrir les lacunes relatives aux indications et aux pièces exigées par l'article 38. A cet effet ; il lui accorde un délai raisonnable, à son expiration la demande sera classée sans préjudice du droit du demandeur de la présenter à nouveau.

Lorsque la requête satisfait les conditions de l'article 38, le président de la Haute Instance d'Arbitrage renvoie le dossier au secrétariat général et lui ordonne la signification d'une copie de la requête et les pièces accompagnées au défendeur.

Article 41:

Le secrétaire général du centre signifie au défendeur sans délai, une copie de la requête et des copies des pièces du dossier par huissier-notaire.

Il est établi autant de copies que de défendeurs.

La signification doit contenir l'invitation du défendeur à désigner un arbitre principal et un autre remplaçant et à présenter au secrétariat général du centre ses conclusions en réponse et ses moyens de défense par l'office d'un avocat dans un délai de trente jours à partir de la date de la signification.

Le défaut du défendeur n'est considéré en soi comme un aveu admettant la validité de la demande et que faute de se faire, la procédure de l'arbitrage se poursuit et l'affaire sera examinée au vu du dossier.

En cas de défaillance du défendeur, le président de la Haute Instance d'Arbitrage peut lui accorder un délai supplémentaire qui ne dépasse pas dix jours s'il a un domicile en Tunisie et vingt jours s'il a un domicile à l'étranger. A l'expiration de ce délai, la procédure d'arbitrage se poursuit.

Article 42:

Si le défendeur constitue un avocat, ce dernier doit présenter au secrétariat général du centre dans le délai qui lui est imparti ses conclusions en réponse ainsi que les pièces justificatives.

Sa réponse contient notamment les éléments suivants :

-l'identité complète du défendeur, sa qualité et l'indication du domicile de l'étude de son avocat à titre de son domicile élu.

-Ses commentaires sur la convention d'arbitrage.

-Les indications relatives au nombre des arbitres principaux et des arbitres remplaçants

-Les indications relatives à l'arbitre principal qu'il a désigné et à l'arbitre remplaçant qu'il a choisi.

-Si le défendeur a délégué au président de la Haute Instance d'Arbitrage le pouvoir de désigner son arbitre, il doit le mentionner explicitement

-Toutes les indications relatives au lieu de l'arbitrage, la loi applicable et la langue de l'arbitrage.

Sous-titre deux

Demande reconventionnelle

Article 43:

Le défendeur peut former avec sa réponse à l'action principale une demande reconventionnelle dès lors que celle-ci repose sur la convention d'arbitrage qui a fondé la demande initiale et quelle est présentée avant que l'affaire est fixée pour les plaidoiries. La demande reconventionnelle doit contenir notamment :

- Un exposé de la nature et des circonstances du litige à l'origine de la demande reconventionnelle ;

- Une indication de l'objet de la demande et dans la mesure du possible, du montant réclamé ;

Le demandeur peut présenter au secrétariat général du centre une note en réponse, dans un délai de vingt jours à partir de la réception de la ou des demandes reconventionnelles communiquées par le secrétariat général. Ce délai peut être prorogé par le président de la Haute Instance d'Arbitrage s'il le juge nécessaire.

Sous-titre trois

Procès verbal de mission

Article 44:

Dès que le dossier est transmis par la Haute Instance d'Arbitrage à la commission d'arbitrage, régulièrement formée, cette dernière dresse en présence des parties un procès verbal de mission qui doit être signé par tous les arbitres et par toutes les parties et leurs avocats. Il contiendra notamment les mentions suivantes :

- Acceptation des arbitres de leur mission ;
- La validité de la convention d'arbitrage ;
- L'arbitrabilité du litige ;
- L'identité complète des parties, leurs qualités et leurs Avocats qui les représentent ;
- Le domicile élu de chaque partie pendant le déroulement de l'instance arbitral ;

Un exposé sommaire de l'objet du litige à trancher, et si la commission d'arbitrage l'estime opportun, une indication du montant réclamé à titre principal ou reconventionnel ;

- Les noms, prénoms, qualités et adresses des arbitres ;
- Des précisions relatives aux choix des règles applicables à la procédure et au fond du litige ;
- La mention expresse dans le procès verbal de mission des pouvoirs de statuer selon les règles de l'équité si cette question fait l'objet d'accord des parties ;
- La mention du caractère interne ou international de l'arbitrage et sa nature.
- Les honoraires des arbitres et éventuellement les modalités de paiement.

Une fois le procès verbal de mission est établi, la commission d'arbitrage communique le dossier avec ses documents à la Haute Instance d'Arbitrage. Cette dernière formée de son Président ou son délégué et deux membres vérifie le contenu du procès verbal de mission et les mentions exigées par l'alinéa premier de cet article, puis elle approuve le procès verbal établi.

La Haute Instance d'Arbitrage peut si elle le juge nécessaire, remettre le dossier et ses documents à la commission d'arbitrage pour combler certaines lacunes constatées dans le procès verbal de mission.

Dans tous les cas, dès que la Haute Instance d'Arbitrage approuve le procès verbal de mission, le secrétariat général du Centre transmet le dossier avec le procès verbal de mission à la commission d'arbitrage pour diriger l'instance.

Sous-titre quatre

Règles applicables à la procédure d'arbitrage

Article 45:

La commission d'arbitrage applique à la procédure les règles prévues par le présent règlement, en cas de silence de ce dernier, les parties sont libres de convenir de la procédure à suivre.

Faute d'une telle convention, la commission d'arbitrage peut appliquer les règles procédurales qu'elle juge appropriées pour trancher le litige.

Dans tous les cas, la commission d'arbitrage conduit la procédure d'une manière qui garantit la conciliation des impératifs de la souplesse, de la rapidité, et de l'efficacité d'une part et la nécessité de respecter les principes fondamentaux tels que prévus par le présent règlement d'autre part.

Sous-titre cinq

Déroulement de la procédure d'arbitrage

Article 46:

La commission d'arbitrage constituée statue sur les exceptions relatives à ses compétences et à l'existence ou à la validité de la convention d'arbitrage.

Sous peine d'irrecevabilité, les exceptions ci-dessus indiquées, doivent être soulevées, par la partie intéressée avant toute défense au fond.

Le fait pour une partie d'avoir désigné un arbitre ou d'avoir participé à sa désignation, ne la prive pas du droit de soulever les exceptions d'incompétence, de l'existence ou de la validité de la convention d'arbitrage.

La commission d'arbitrage peut statuer sur les exceptions visées au paragraphe 1er du présent article, soit en les traitant comme des questions préalables, soit dans sa sentence définitive sur le fond.

Article 47:

La commission d'arbitrage entreprend tous ce qui est nécessaire pour la mise en état de l'affaire dans les plus brefs délais.

Elle peut ordonner toutes mesures d'instructions appropriées. La commission d'arbitrage règle le déroulement des audiences.

La cause est appelée à l'audience le jour ou celle-ci est tenue. La commission vérifie la comparution des parties et leurs qualités ainsi que l'observation des règles de procédure.

Les débats sont contradictoires et aucune partie ne sera soumise à l'arbitrage sans avoir été entendue, ou au moins appelée.

La commission d'arbitrage peut ordonner la réassignation de l'une des parties qui a fait défaut à l'audience si elle n'a pas eu connaissance de sa date.

En cas d'absence de l'une des parties, malgré sa convocation conformément au présent règlement, sauf motif légitime, la commission d'arbitrage poursuit l'examen de l'affaire au vu du dossier sans s'arrêter sur sa présence.

Tous les arbitres doivent signer les procès verbaux. Les convocations notifications, injonctions ou décisions avant de dire droit, sont signées par le président de la commission.

Article 48:

La commission d'arbitrage autorise les avocats des parties à échanger leurs conclusions et documents dans les délais raisonnables qu'elle leur fixe. Les avocats continuent à échanger des conclusions d'une façon spontanée. Elle est attestée par la signature de l'avocat recevant les conclusions ou par tout autre moyen de preuve. Des exemplaires des conclusions et des documents doivent être déposés au secrétariat général du Centre pour être joints au dossier afin de permettre aux arbitres d'en avoir connaissance, en temps utile.

En toute circonstance, la commission d'arbitrage doit pendant la phase de la communication des documents veiller au respect des droits de la défense, et aux principes de la loyauté, du contradictoire et de l'égalité des parties.

Article 49:

La commission d'arbitrage peut procéder à toutes les investigations et à tous les actes utiles à la manifestation de la vérité. Si l'une des parties détient un moyen de preuve elle peut lui enjoindre de le produire.

La commission procède à la mise de l'affaire en état en :

-Recevant des avocats les conclusions et les pièces et les invitant à produire tous autres explications et documents

qu'elle juge utiles ;

-Procédant aux mesures d'instructions nécessitées par l'affaire et ce par la comparution personnelle des parties pour déterminer les points litigieux.

-L'audition des témoins et l'autorisation à la partie qui invoque leurs témoignages à les faire comparaître devant la commission aux jour et heure fixé. Et d'une manière générale, elle peut procéder à l'audition de toute personne qu'elle estime utile d'entendre pour l'appréciation du litige.

-Procédant à la descente sur les lieux litigieux ou sur tout autre endroit qu'elle juge convenable pour constater l'état des marchandises, des matériaux, des équipements et des autres biens ou pour l'examen des pièces.

Les parties doivent en être informées suffisamment avant la date de la descente, constat ou d'examen et d'être autorisées à y assister.

-De procéder à une expertise s'il est nécessaire. Elle commet, pour ce faire et à défaut d'entente entre les parties sur le choix de l'expert, une personne qualifiée et spécialiste dans le domaine auquel le litige se rattache.

L'expert peut être récusé devant la commission pour des motifs sérieux dans un délai de quatre jours à partir de la date de notification de sa désignation.

La commission d'arbitrage fixe le montant de la provision à avancer sur les frais de l'expertise et la désignation de la partie qui en est tenue.

En cas de refus de cette dernière de payer l'avance, l'autre partie peut être autorisée par la commission à payer.

A défaut de versement par la partie désignée ou par tout autre partie de la provision dans le délai imparti, l'expert n'est pas tenu d'accomplir sa mission. La partie défaillante est en conséquence et sauf cas de cause légitime, déchue du droit de se prévaloir de la décision commettant l'expert.

L'expert procède à sa mission en présence ou en l'absence des parties dûment appelées par tout moyen laissant une trace écrite.

Il doit remplir sa mission dans le délai fixé par la commission d'arbitrage. Il dresse de ses opérations, un rapport écrit et détaillé. Il mentionne particulièrement la présence ou l'absence des parties, tout en reproduisant leurs déclarations dûment signées par elles. Il indique avec précision son point de vue technique en le motivant ainsi qu'une réponse directe et précise aux questions demandées dans la mission d'expertise.

Si l'expertise a été faite par plusieurs experts chacun d'eux doit dresser un rapport comportant son avis, s'ils n'ont été d'accord pour en rédiger un seul comportant l'avis motivé de chacun d'eux.

L'avis de l'expert ne lie pas la commission d'arbitrage.

La commission d'arbitrage taxe les honoraires de l'expert.

En cas de défaillance de la partie tenue de payer les honoraires de l'expert, la commission peut autoriser l'autre partie à les payer.

Durant la phase de l'instruction de la cause la commission d'arbitrage peut prendre toute mesure pour protéger les secrets d'affaires et les informations confidentielles.

Sous-titre six

Mesures provisoires conservatoires

Article 50:

A moins qu'il n'en ait été convenu autrement par les parties, la commission d'arbitrage peut dès remise du dossier, à la demande de l'une d'elles, ordonner toute mesure conservatoire ou provisoire qu'elle considère appropriée.

Elle peut la subordonner à la constitution de garanties adéquates par le requérant. Les mesures envisagées dans le présent article sont prises sous forme d'ordonnance motivée ou, si nécessaire, sous forme d'une sentence si la commission d'arbitrage l'estime adéquat.

Sous-titre sept

Demande incidente

Article 51:

Si les parties en conviennent, la commission d'arbitrage statuera sur les demandes incidentes et reconventionnelles formées par le défendeur et sur la demande de citer un tiers dans la procédure s'il est concerné par l'arbitrage et si sa présence est indispensable à l'appréciation du litige.

Si le tiers concerné accepte l'intervention dans la procédure arbitrale et approuve la compétence de la commission d'arbitrage il doit signer un compromis d'arbitrage avec la partie qui le met en cause ou qui est appelée à subir son intervention.

La commission d'arbitrage statue sur les demandes incidentes et reconventionnelles en même temps que sur la demande principale.

Si l'instruction d'une demande incidente ou reconventionnelle est de nature à retarder indûment la solution du litige, la commission d'arbitrage peut à la demande de l'une des parties ordonner la disjonction de son examen et de son jugement.

La demande incidente ou reconventionnelle peut être soumise au paiement des frais et honoraires prévus par le présent règlement.

Sous-titre huit

Sentence d'accord parties

Article 52:

Pendant le déroulement de la procédure arbitrale, les parties peuvent s'entendre pour régler le litige à l'amiable. Dans ce cas, la commission d'arbitrage met fin à la procédure arbitrale. Si les parties lui en font la demande et si elle n'y voit pas d'objection, la commission constate le fait par une sentence arbitrale rendue par accord des parties et mentionne le fait qu'il s'agit d'une sentence. Une telle sentence a le même statut et le même effet que tout autre sentence prononcée sur le fond du litige.

La sentence arbitrale doit mentionner le contenu de l'accord des parties.

Sous-titre neuf

Clôture des débats

Article 53:

Lorsque la commission d'arbitrage estime que l'affaire est en l'état, elle la renvoie à une autre audience pour plaidoirie et en informe les avocats des parties.

Le président de la commission d'arbitrage ouvre et dirige l'audience de plaidoirie. Il déclare la clôture des débats.

La plaidoirie des avocats doit se limiter au développement des conclusions écrites qu'ils ont déposées. Les parties peuvent, en présence de leurs avocats et dans la limite des conclusions écrites, présenter tous éclaircissements utiles. Cependant la commission pourra la leur interdire si elle constate que la passion ou l'inexpérience les empêche de

participer aux débats avec la décence convenable et d'éclairer la commission.

L'audience de la plaidoirie se déroule à huis clos et seuls les avocats et les parties peuvent y être présents.

Article 54:

La commission d'arbitrage prononce la clôture des débats et la mise en délibéré. Entre temps, il n'est reçu ni mémoires, ni pièces. Toutefois, la commission peut dans certains cas autoriser l'une des parties à déposer une note écrite après l'avoir communiquée à la partie adverse ; cette autorisation doit être mentionnée sur le plumitif d'audience.

Article 55:

Dès que la commission d'arbitrage décide la mise en délibéré, elle indique au secrétariat général du Centre la date approximative à laquelle le projet de sentence sera soumis à la Haute Instance d'Arbitrage pour approbation. La commission communique au secrétariat tout report de cette date.

Sous-titre dix

Règles applicables au fond

Article 56:

La commission d'arbitrage doit obligatoirement statuer sur le fond du litige ainsi que sur toutes les questions qui lui sont soumises conformément aux règles de droit choisies par les parties.

A défaut de choix par les parties des règles de droit applicable, la commission d'arbitrage applique les règles de droit qu'elle juge appropriées.

La commission d'arbitrage peut statuer selon les règles de l'équité si les parties lui ont confié expressément la mission, de statuer en amiable compositeur.

Dans tous les cas la commission d'arbitrage statue sur le différend conformément aux dispositions du contrat et des usages du commerce applicables à la transaction.

Titre quatre
La sentence arbitrale
Sous-titre premier
**Délai dans lequel la sentence doit
être rendue**

Article 57:

La commission d'arbitrage doit rendre sa sentence finale dans un délai de six mois à compter de la date d'acceptation de sa mission par le dernier arbitre.

Toutefois ce délai peut être prorogé une ou deux fois par décision de la commission d'arbitrage s'il lui a été impossible de trancher le litige dans les délais prévus.

Ces délais peuvent être prorogés par accord des parties.

Sous-titre deux
**Contenu de la sentence arbitrale et
la soumission de son projet
à la Haute Instance d'Arbitrage**

Article 58:

La commission d'arbitrage, après délibération, rend sa sentence à la majorité des voix. A défaut de majorité, le président de la commission arbitrale en fait mention et rend seul la sentence. Dans ce cas, la signature du président suffit. La sentence arbitrale doit être signée par tous les arbitres. Et en cas de refus ou d'incapacité de signer par un ou plusieurs d'entre eux, une mention en est faite à la sentence.

La sentence arbitrale doit contenir les mentions suivantes :

- La date de son prononcé et le lieu où elle est rendue ;
- L'indication des arbitres qui l'ont rendue ;
- Les noms, prénoms, qualités, domiciles des parties et sièges sociaux des personnes morales ;
- Les noms, prénoms des Avocats qui ont assisté les parties ainsi que leurs domiciles.
- L'objet du litige ;
- Le résumé des dires des parties et les procédures qui ont été suivies.
- Ce qui permet de constater le respect des droits de la défense et les principes fondamentaux du présent règlement .

- Les motifs en fait et en droit de la sentence ;
- Le dispositif ;
- L'indication des frais, honoraires et dépens.

La sentence doit être rédigée en langue choisie par les parties ou par la commission d'arbitrage.

Avant sa signature, le projet de sentence est soumis à la Haute Instance d'Arbitrage composée de son président et deux de ses membres qui peut prescrire des modifications de forme ou attirer l'attention de l'arbitre ou de la commission arbitrale sur des points relatifs au fond du litige, tout en respectant sa liberté de décision et les délais de l'arbitrage.

Le silence de celle-ci n'empêche pas le prononcé de la sentence et ne le suspend pas.

La sentence est réputée rendue au lieu de l'arbitrage fixé dans l'acte de mission.

La sentence arbitrale est confidentielle et définitive. Elle dessaisit la commission d'arbitrage de la contestation tranchée.

Sous-titre trois

Notification de la sentence et dépôt

Article 59:

La sentence rendue, le secrétariat général en notifie le texte aux parties personnellement ou à leurs Avocats et ce par tous moyens laissant trace écrite.

Si l'une des parties se présente au secrétariat général du Centre celui-ci lui délivre une copie de la sentence contre décharge.

Les sentences rendues en matière d'arbitrage interne sont déposées avec la convention d'arbitrage par le secrétariat général du centre au greffe de la juridiction normalement compétente conformément à l'article 33 du code de l'arbitrage.

Sous-titre quatre

Effet obligatoire de la sentence arbitrale

Article 60:

Toute sentence arbitrale revêt un caractère obligatoire pour les parties. Par la soumission de leur différend au présent règlement, les parties s'engagent à exécuter sans délai et avec

loyauté la sentence arbitrale dans son intégralité.

Sous-titre cinq

Décisions rectificatives, interprétatives et complémentaires

Article 61:

Dans les trente jours qui suivent le prononcé de la sentence arbitrale, la commission d'arbitrage peut d'office corriger les fautes d'orthographe, les erreurs matérielles de nom et prénom de calcul et autres irrégularités évidentes de même nature contenues dans la sentence pourvu que cette correction soit soumise pour approbation à la Haute Instance d'Arbitrage. Sur la demande d'une partie dans les vingt jours à partir de la signification de la sentence arbitrale, s'il s'agit d'un arbitrage interne et dans les trente jours de la signification s'il s'agit d'un arbitrage international, et après notification à l'autre partie qui présentera le cas échéant ses conclusions dans les quinze jours à compter de la réception de la notification, la commission d'arbitrage peut, sans recourir à la plaidoirie orale et préalable :

-Rectifier l'erreur d'écriture ou de calcul ou toute erreur matérielle qui s'est insinuée dans la sentence.

-Interpréter une partie déterminée de la sentence sans rien ajouter au dispositif ni en retrancher.

-Rendre une sentence complémentaire relative à un chef de demande sur lequel il a été omis de statuer.

-La décision rectificative, ou interprétative ou complémentaire rendue dans l'un des cas sus indiqués est considérée comme partie intégrante de la sentence initiale.

La commission d'arbitrage se prononce dans les trente jours de sa saisine, s'il s'agit d'une sentence rectificative ou interprétative et dans les soixante jours s'il s'agit d'une sentence complémentaire.

La décision prise dans l'un des cas sus-indiqués doit être soumise au préalable pour approbation à la Haute Instance d'Arbitrage.

Le secrétariat général du centre doit notifier aux parties à leurs domiciles élus la sentence d'interprétation, de rectification ou d'omission dans un délai de vingt jours de sa prononcée et ce par tout moyen laissant une trace écrite. Il dépose dans le même délai et contre reçu l'original de la sentence au greffe de la juridiction compétente.

Titre cinq

Dispositions diverses

Article 62:

En cas d'exécution spontanée de la sentence initiale d'arbitrage, les parties ne peuvent obtenir une sentence rectificative, interprétative ou complémentaire.

Article 63:

Les arbitres, la Haute Instance d'Arbitrage et le Centre d'Arbitrage de Sfax ne sont responsables envers les tiers pour tout fait, action ou omission en relation avec l'arbitrage. Toutefois chaque arbitre supporte personnellement les conséquences de sa faute intentionnelle.

Article 64:

Dans tous les cas où elle intervient au sens du présent règlement, la Haute Instance d'Arbitrage est constituée par son président ou son délégué et deux membres désignés par le président. Cette désignation se fait pour chaque litige et à partir du moment où une demande d'arbitrage est présentée au centre.

Titre six

Frais d'arbitrage

Article 65:

Les frais administratifs et les honoraires des arbitres sont couverts selon le barème fixé par le présent règlement.

Si la valeur de l'objet du litige est indéterminable, les honoraires sont fixés par les arbitres désignés sous réserve de l'approbation de la Haute Instance d'Arbitrage.

En cas de désaccord entre les arbitres et les parties, le président de la Haute Instance d'Arbitrage fixe les honoraires des arbitres entre le minimum et le maximum prévu par le barème. Il prend en considération, à cet effet la diligence des arbitres, la durée de l'arbitrage, la rapidité de la procédure, la nature de l'affaire et la complexité du litige. Il fixe aussi le montant de la provision due à la Haute Instance d'Arbitrage.

Le président du centre fixe le montant des provisions nécessaires pour le paiement des frais administratifs.

Ces provisions sont payées à parts égales par les parties en cause. Ce paiement peut être fait en totalité par l'une des parties en cas d'abstention de l'autre partie.

La Haute Instance d'Arbitrage peut subordonner la remise du dossier à la commission d'arbitrage au versement de tous ou partie des provisions.

En cas de désistement du demandeur avant toute convocation du centre ou si la commission d'arbitrage décline sa compétence, la provision est restituée après déduction des frais déjà supportés par le centre.

Dans le cas contraire, la provision est entièrement acquise au centre.

Le montant des honoraires des arbitres est fixé soit par la sentence finale, soit par une sentence spéciale toujours exécutoire.

Toutes les contestations relatives aux montants des provisions et aux honoraires des arbitres sont soumises à la Haute Instance d'Arbitrage. Sa décision ne sera pas susceptible de voies de recours. Si un arbitrage prend fin avant le prononcé d'une sentence finale, la Haute Instance d'Arbitrage fixe les frais d'arbitrage à sa discrétion tout en prenant en considération le stade atteint par la procédure d'arbitrage ainsi que les efforts qui ont été fournis par les arbitres.

Article 66:

Les honoraires des arbitres sont calculés d'une façon cumulative. Ils sont fixés pour chaque arbitre comme suit :

-Jusqu'à 100.000 dinars : 2% à 5% avec un minimum de 2000 dinars.

-100.001 à 200.000 dinars : 2.30% à 3.30%.

-200.001 à 500.000 dinars : 1.30% à 2%.

-500.001 à 1000.000 dinars : 1% à 1.75%.

-Plus de 1000.000 dinars : 0.5% à 1%.

Si la procédure de l'arbitrage a nécessité le déplacement des arbitres à des lieux autres que ceux prévus par l'arbitrage, il est rajouté les frais de déplacement et d'hébergement.

La Haute Instance d'Arbitrage perçoit pour chaque affaire des honoraires égaux aux honoraires prévus pour chaque arbitre tels que fixés dans le tableau ci-dessus indiqué.

Les montants payés à l'arbitre à titre d'honoraires ne comprennent pas les impôts.

Le calcul des impôts qui pourraient être dûs sur les honoraires se fait selon la législation en vigueur. Toutefois leur recouvrement est seulement affaire entre l'arbitre et les parties.

Article 67:

Les frais revenant au centre comprennent des droits de constitution

de la commission d'arbitrage, les frais de la mise à disposition du lieu de l'arbitrage, les frais du secrétariat et de la convocation du défendeur par huissier-notaire.

Ces différents frais varient entre 1500 dinars et 5000 dinars.

Article 68:

La Haute Instance d'Arbitrage peut, en cas de nécessité, modifier le présent règlement. Elle détermine ultérieurement les procédures de modification.

Livre deux

Dispositions spéciales

L'arbitrage en matière des référés

Article 1er:

Le présent règlement organise la procédure de référé pré-arbitral applicable au centre d'arbitrage de Sfax « Al. Mohakem » qui vise la nomination d'un arbitre de référé investi du pouvoir d'ordonner des mesures provisoires et immédiates avant que soit saisie la commission d'arbitrage compétente au fond du litige.

Article 2:

Sous réserve des dispositions de l'article 8 - 4 du code de droit International privé, les parties à une convention d'arbitrage peuvent convenir expressément par écrit la désignation du Centre d'Arbitrage de Sfax pour statuer en référé par provision et sans préjudice au fond et ce, avant le déclenchement de la procédure d'arbitrage relative au fond du litige.

Article 3:

Le Centre d'Arbitrage de Sfax, est saisi en matière des référés par requête écrite, rédigée par l'avocat du demandeur et dont une copie est signifiée au défendeur par huissier-notaire accompagnée de copies des moyens de preuve.

Il est établi autant de copies que de défendeurs.

La requête doit contenir ce qui suit :

-Les nom prénom profession domicile du demandeur et ceux de défendeur et si l'une des parties est une personne morale, on doit indiquer sa nature, sa forme, son nom commercial et le nom de son représentant légal si possible.

-L'indication de la nature de la relation juridique entre les parties.

-Copie légale de l'accord des parties désignant le Centre d'Arbitrage de Sfax pour statuer sur l'affaire en référé.

-L'exposé des faits de la cause, les moyens de preuve et le fondement juridique sur lequel repose la demande.

-L'indication du caractère urgent de la demande et que celle-ci est sans préjudice au fond ainsi que l'exposé de la mesure ou des mesures demandées.

-L'identité complète de l'arbitre statuant en référé désigné par les parties d'un commun accord.

-Le cas échéant, l'indication des qualités que doit remplir l'arbitre à désigner telles que la qualification professionnelle ou technique et la connaissance de la langue de l'arbitrage.

La requête doit en outre contenir l'invitation du défendeur à présenter ses conclusions en réponse accompagnées des moyens de preuve par l'office d'un avocat au secrétariat général du centre dans un délai de huit jours de la date de la signification.

Article 4:

L'avocat du demandeur doit dans un délai de trois jours à partir de la signification présenter au secrétariat du centre la requête dont la copie a été signifiée au défendeur accompagnée des moyens de preuves et un justificatif du paiement des frais administratifs et un bordereau en deux exemplaires comportant l'indication des pièces produites . Le secrétaire général signe le bordereau et en remet un exemplaire à l'avocat pour prouver sa réception de ces pièces.

Article 5:

Dès la réception de la requête, le secrétaire général l'inscrit sur le registre tenu à cet effet et transmet le dossier immédiatement au président de la Haute Instance d'Arbitrage ou en cas d'empêchement à un vice-président.

Article 6:

Le défendeur doit présenter ses conclusions en réponse au secrétaire du centre par l'office d'un avocat et ce dans un délai de huit jours de la date de la signification.

Article 7:

L'arbitre statuant en référé est désigné par accord entre les parties avant l'introduction de la demande ou après la présentation de la requête au centre et avant l'expiration du délai de huit jours prévu à l'article précédant.

Le président de la Haute Instance d'Arbitrage, après avoir constaté l'existence de l'accord des parties concernant l'identité de l'arbitre procède immédiatement à sa nomination. A défaut d'accord des parties à l'expiration du délai de huit jours ci-indiqué, le président de la Haute Instance d'Arbitrage procède immédiatement à la nomination de l'arbitre statuant en référé en tenant compte de ses compétences professionnelles ou techniques, de sa spécialité et au besoin de son lieu de résidence et des avis des parties.

Le secrétaire général informe immédiatement les parties de la nomination de l'arbitre statuant en référé à qui il transmet le dossier de l'affaire.

Article 8:

Toute partie a le droit de récuser l'arbitre statuant en référé nommé aux termes de l'alinéa 3 de l'article précédent.

La demande de récusation doit être présentée à la Haute Instance d'Arbitrage.

la Haute Instance d'Arbitrage composée de son président ou son délégué et de deux membres statue sur la demande de récusation dans le plus bref délai après avoir donné aux parties et à l'arbitre la possibilité de formuler leurs observations. Sa décision est laissée à sa seule appréciation et n'est susceptible d'aucun recours de la part d'aucune partie.

Article 9:

S'il y'a lieu à remplacement de l'arbitre statuant en référé soit lorsque celui-ci est décédé empêché ou incapable soit s'il est décidé que sa récusation est recevable soit si la Haute Instance d'Arbitrage le révoque pour motif qu'il ne remplit sa mission conformément au présent règlement, ou dans les délais impartis, le président de la Haute Instance d'Arbitrage fixe aux parties un délai de cinq (5) jours pour la nomination d'un nouvel arbitre d'un commun accord. Passé ce délai, et à défaut d'accord, le président désigne lui-même le nouvel arbitre chargé de statuer en référé.

Article 10:

Si le défendeur, bien que touché par la requête conformément au présent règlement, ne constitue par un avocat pour présenter ses conclusions en réponse, l'arbitre statuant en référé poursuit la procédure comme s'il était présent.

Article 11:

L'arbitre statuant en référé conduit la procédure de la manière qu'il juge appropriée à la nature du litige et à la mission qui lui a été confiée. Toutefois il reste tenu de respecter les principes fondamentaux du présent règlement.

Il peut prendre toutes les mesures immédiates nécessitées par l'action sans préjudice au fond du litige.

Article 12:

L'acceptation par les parties de désigner le centre d'arbitrage de Sfax « Al. Mohakem » pour trancher un litige de référé vaut leur engagement de respecter tous les principes fondamentaux sur lesquels est fondé le présent règlement.

Article 13:

L'arbitre de référé peut procéder aux mesures d'instruction qu'il juge nécessaires pour la résolution du litige.

Il peut notamment ordonner la comparution personnelle des parties, l'audition des témoins les constats urgents, le transport sur les lieux du litige et l'expertise.

Toutefois ces mesures doivent être prises dans les plus brefs délais.

Il peut, le cas échéant, modifier ou renoncer à ce qu'il a décidé et aux mesures qu'il a prescrites.

Dans tous les cas, les mesures ordonnées doivent être sans préjudice au fond.

Article 14:

L'arbitre doit rendre l'ordonnance de référé dans un délai de trente jours à compter du jour où il a accepté sa mission. Ce délai peut être prorogé par accord mutuel des parties.

Le président de la Haute Instance d'Arbitrage peut, sur demande de l'arbitre, prolonger ce délai s'il l'estime nécessaire.

Article 15:

L'ordonnance de référé ne préjudice pas le fond du litige et ne lie pas la juridiction compétente laquelle peut être saisie de toute question, tout différend ou tout litige sur lesquels l'ordonnance de référé s'est prononcée.

Article 16:

En se conformant au présent règlement, les parties s'engagent d'exécuter sans délai et avec loyauté l'ordonnance de référé dans son intégralité.

Article 17:

Les décisions prises en matière de référé doivent contenir les indications prévues par l'article 58 du présent règlement.

Avant sa signature, le projet de l'ordonnance est soumis au président de la Haute Instance d'Arbitrage qui peut prescrire à l'arbitre des modifications de forme. Le silence du président n'empêche pas le prononcé de l'ordonnance et ne la suspend pas.

Article 18:

Le secrétariat général procède à la notification de la sentence de référé et son dépôt au greffe de la juridiction compétente conformément aux dispositions de l'article 59 du présent règlement, et à condition qu'il ait reçu le montant total des frais revenant au centre.

Article 19:

Les honoraires de l'arbitre de référé sont déterminés par la Haute Instance d'Arbitrage qui tient compte du temps consacré à l'affaire et l'importance du litige. Le montant de la provision sur honoraires ne peut être au dessous de 2000 dinars.

Les frais du centre sont fixés à l'article 67 du présent règlement.



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

RÈGLEMENT D'ARBITRAGE

www.sfaxarbitrage.tn



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

نظام
التحكيم

www.sfaxarbitrage.tn

الفصل 15 :

لا يس الحكم الاستعجالي بأصل النزاع ولا يقيد الجهة المختصة والتي يمكن ان تتعهد بالنظر في المسائل والخلافات والنزاعات التي بت في شأنها الحكم الاستعجالي.

الفصل 16 :

يعد قبول الأطراف العمل بهذا النظام التزاما منهم بتنفيذ الحكم الاستعجالي فورا وكاملا مع تمام الأمانة.

والتنفيذ يقع بدون ضمان إلا إذا إذن المحكم بوجوب تقديم ضمان.

الفصل 17 :

يضمن بالقرار الصادر في المادة الاستعجالية البيانات التي نص عليها الفصل 58 من هذا النظام.

وقبل التوقيع عليه يقع عرض مشروع القرار على رئيس الهيئة العليا للتحكيم الذي يمكنه مطالبة المحكم بإدخال تحويرات شكلية ولا يعد سكوت الرئيس معلقا لصدور القرار التحكيمي الاستعجالي ولا مانعا له.

الفصل 18 :

تتولى الكتابة العامة بعد الحصول على كامل المصاريف الراجعة لمركز "المحكّم" القيام بإجراءات الإعلام بالقرار الاستعجالي والإيداع لدى المحكمة المختصة وفقا لأحكام الفصل 59 من هذا النظام.

الفصل 19 :

يقع تقدير أتعاب المحكم الاستعجالي من طرف الهيئة العليا للتحكيم التي تأخذ بعين الاعتبار المدة المخصصة للقضية وأهمية النزاع ولا يقل مبلغ التسبقة الراجع للمحكم الاستعجالي عن ألفي دينار (2000,000د).

أما المصاريف الراجعة لمركز "المحكّم" فهي التي ضبطها الفصل 67 من هذا النظام.

الفصل 9 :

إذا تطلب الأمر تعويض المحكم المتعهد بالنظر في الدعوى الاستعجالية سواء في حالة وفاته أو استحالة إتمام مهمته أو عجزه أو في حالة قبول طلب التجريح فيه أو في حالة عزله من طرف الهيئة العليا للتحكيم بسبب عدم قيامه بمهمته طبقا لهذا النظام الداخلي أو بسبب عدم احترامه الآجال المضبوطة، فإن رئيس الهيئة العليا للتحكيم يضبط للأطراف أجلا قدره خمسة أيام للاتفاق على تعيين محكم جديد وبانقضائه دون حصول اتفاق فإنه يتولى تعيين المحكم الجديد للنظر في الدعوى الاستعجالية. وفي جميع الحالات التي يتم فيها تعيين محكم جديد للنظر في الدعوى الاستعجالية ترجع الدعوى إلى الحالة التي كانت عليها قبل تعيين المحكم الواقع تعويضه. وتبقى جميع الأسباب التي يبنى عليها قرار التعيين وقبول التجريح وتعويض المحكم المتعهد بالنظر في الدعوى الاستعجالية سرية ولا يمكن إفشاؤها.

الفصل 10 :

إذا لم يكلف المطلوب محاميا للجواب عن الدعوى ولم يحضر رغم بلوغ العريضة إليه طبق هذا النظام فإن المحكم المتعهد بالدعوى الاستعجالية يواصل النظر في القضية كما لو كان حاضرا.

الفصل 11 :

يتولى المحكم المتعهد بالدعوى الاستعجالية تسيير الإجراءات بالطريقة التي يراها ملائمة لطبيعة النزاع والمهمة الموكولة له على انه يبقى ملزما باحترام المبادئ الأساسية التي يقوم عليها هذا النظام. ويمكن اتخاذ جميع الوسائل المستعجلة التي تقتضيها الدعوى مع احترام شرط عدم المساس بأصل النزاع.

الفصل 12 :

يعد قبول الأطراف تعيين مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" لفض نزاع له صبغة استعجالية التزاما منهم باحترام جميع المبادئ الأساسية التي يقوم عليها هذا النظام.

الفصل 13 :

يجوز للمحكم الاستعجالي أن يقوم بالأعمال التي يراها لازمة لفض النزاع كالتحرير على الأطراف شخصا أو سماع البيئة أو إجراء المعاينات المتأكدة والتوجه على عين محل النزاع والإذن بإجراء الاختبارات على أن يقع انجاز تلك الأعمال في أسرع الآجال. وله عند الاقتضاء التغيير والعدول عما قرر إجراؤه وأذن باتخاذها من وسائل. وفي جميع الحالات يجب ألا يكون لتلك الأعمال والوسائل المتخذة مساسا بالأصل.

الفصل 14 :

يجب أن يصدر المحكم حكمه الاستعجالي في اجل ثلاثين يوما بداية من قبوله لمهمته ويمكن التمديد في هذا الأجل باتفاق الأطراف. ويجوز لرئيس الهيئة العليا للتحكيم بناء على طلب من المحكم التمديد في ذلك الأجل إن رأى ضرورة لذلك.

كما يجب أن تتضمن العريضة التنبيه على المطلوب بتقديم جوابه كتابة مصحوبا بالمؤيدات بواسطة محام إلى الكتابة العامة لمركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" في اجل قدره ثمانية أيام من تاريخ بلوغ العريضة إليه.

الفصل 4 :

يجب على محامي الطالب أن يقدم لكتابة مركز "المحكّم" خلال اجل ثلاث أيام من تاريخ التبليغ، العريضة المبلغة للمطلوب مصحوبة بالمؤيدات وما يفيد خلاص المصاريف الإدارية وكشف في نظيرين يتضمن بيانها يوقعه الكاتب العام ويرجع له احدهما إثباتا لتوصله بها.

الفصل 5 :

بمجرد أن يتلقى الكاتب العام العريضة فانه يتولى ترسيمها بالدفتر المعد لذلك ويحيلها فورا لرئيس الهيئة العليا للتحكيم أو عند التعذر لأحد نائبيه.

الفصل 6 :

يجب على المطلوب تقديم جوابه عن الدعوى لكتابة مركز "المحكّم" بواسطة محامي في اجل أقصاه ثمانية أيام من تاريخ توصله بالعريضة.

الفصل 7 :

يقع تعيين المحكم الاستعجالي باتفاق صريح بين الطرفين سواء قبل رفع الدعوى أو بعد تقديم العريضة إلى مركز "المحكّم" وقبل انقضاء اجل الثمانية أيام المنصوص عليه بالفصل المتقدم.

وبمجرد أن يتحقق رئيس الهيئة العليا للتحكيم من حصول الاتفاق حول هوية المحكم فانه يتولى فورا تسميته.

وإذا انقضى اجل الثمانية أيام المشار إليه دون حصول أي اتفاق بين الأطراف حول هوية المحكم فان رئيس الهيئة العليا للتحكيم يتولى فورا تعيين محكما للنظر في الدعوى الاستعجالية على أن يأخذ بعين الاعتبار كفاءته المهنية أو الفنية واختصاصه وان اقتضى الأمر مقر إقامته ورأي الأطراف.

ويتولى فورا الكاتب العام لمركز "المحكّم" إعلام الأطراف بقرار تعيين المحكم الذي يحيل له ملف القضية.

الفصل 8 :

لكل طرف الحق في التجريح في المحكم المتعهد بالقضية الاستعجالية والواقع تعيينه طبقا للفقرة 3 من الفصل المتقدم.

ويقدم مطلب التجريح إلى الهيئة العليا للتحكيم.

وتنظر الهيئة متركبة من رئيسها أو من ينوبه وعضوين منها في مطلب التجريح في أسرع وقت ممكن بعد تلقي ملحوظات جميع الأطراف والمحكم ولها السلطة التقديرية في اتخاذ القرار الذي تراه مناسبا والغير قابل لأي وجه من أوجه الطعن من أي طرف.

الفصل 67 :

تشمل المصاريف الراجعة للمركز معلوم تشكيل هيئة التحكيم ومعلوم إعداد مقر التحكيم ومصاريف الكتابة ومعلوم تبليغ عريضة التحكيم بواسطة عدل منفذ ولا تقل تلك المصاريف عن الألف وخمسمائة ديناراً ولا تتجاوز خمسة آلاف ديناراً عن كل نزاع.

الفصل 68 :

يمكن للهيئة العليا للتحكيم تعديل هذا النظام متى استوجبت الضرورة ذلك، وتتولى الهيئة المذكورة لاحقاً تحديد الإجراءات المعتمدة للتعديل.

الكتاب الثاني أحكام خاصة

التحكيم في المادة الاستعجالية

الفصل 1 :

يُضبط هذا النظام الإجراءات الاستعجالية السابقة للتحكيم المنطبقة لدى مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" والرامية إلى تعيين محكم له صلاحية الإذن باتخاذ إجراءات وقتية وعاجلة قبل أن تتعهد هيئة التحكيم المختصة بأصل النزاع.

الفصل 2 :

مع مراعاة أحكام الفصل الثامن - رابعا من مجلة القانون الدولي الخاص يمكن لأطراف اتفاقية التحكيم الاتفاق كتابة وصراحة على تعيين مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" للنظر استعجالياً وبصفة مؤقتة في حالات التأكد وذلك قبل انطلاق إجراءات التحكيم المتعلقة بأصل النزاع.

الفصل 3 :

ترفع الدعوى الاستعجالية لدى مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" بعريضة يحررها محامي الطالب يبلغ نظير منها مصحوباً بنسخ من المؤيدات للمطلوب بواسطة عدل منفذ وتتعدد النظائر والنسخ بتعدد المطلوبين.

وتكون هاته العريضة مشتملة على:

- بيان اسم ولقب وحرقة ومقر الطالب والمطلوب وإذا كان احدهما شخصاً معنوياً فبيان طبيعته وشكله واسمه التجاري واسم ممثله القانوني ويعتبر مقر المحامي مقراً مختاراً للمدعي.

- تحديد طبيعة العلاقة القانونية بين الأطراف.

- نسخة قانونية من الاتفاق على تعيين مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" للنظر في الدعوى الاستعجالية.

- وقائع الدعوى وأدلتها وأسانيدها القانونية.

- بيان صبغة التأكد للدعوى وعدم مساسها بالأصل وتحديد الإجراءات المطلوبة.

- الهوية الكاملة للمحكم المتفق عليه بين الأطراف للنظر في الدعوى الاستعجالية.

- عند الاقتضاء تحديد المواصفات الواجب توفرها في المحكم الذي يتعين تسميته كالكفاءة المهنية أو الفنية ومدى معرفة لغة التحكيم.

العنوان السادس مصاريف التحكيم

الفصل 65 :

يقع خلاص المصاريف الإدارية وأتعاب المحكمين وفق الجدول الذي يضبطه هذا النظام. وإذا كانت الدعوى غير مقدرة فإن الأتعاب يحددها المحكمون المعينون على إن تصادق عليها الهيئة العليا للتحكيم.

وفي صورة وجود خلاف بين المحكمين والأطراف حول الأتعاب، يتولى رئيس الهيئة العليا للتحكيم تقديرها بين الحد الأدنى والأقصى المضبوط بجدول الأتعاب وذلك على أساس المجهودات المبذولة من المحكمين ومدة التحكيم وسرعة الإجراءات وطبيعة النزاع ومدى تشعبه.

ويحدد رئيس مركز التحكيم بصفاقس مبلغ التسبقات اللازمة لخلاص المصاريف الإدارية. ويحدد رئيس الهيئة العليا للتحكيم مبلغ التسبقة الراجع لهذه الأخيرة.

وتدفع التسبقات المذكورة بالتساوي بين الطالب والمطلوب ويمكن لأحد الأطراف دفع كامل التسبقات بمفرده إذا امتنع الطرف الآخر عن أداء منابه منها.

ويمكن للهيئة العليا للتحكيم ان تقرر تعليق تسليم الملف إلى هيئة التحكيم على دفع جزء من التسبقة أو كلها وفي صورة عدول المدعي عن التحكيم قبل صدور استدعاء من المركز أو تم التصريح بعدم اختصاص هيئة التحكيم فانه يقع إرجاع التسبقات بعد طرح المصاريف التي بذلها المركز والا فان كامل التسبقة تصبح من حقوقه.

وتحمل جميع المصاريف على المحكوم عليه ما لم تقرر هيئة التحكيم خلاف ذلك ويكون المدعي ضامنا في جميع مصاريف التحكيم.

وتحدد أتعاب المحكمين في الحكم النهائي أو في الحكم الفرعي وتكون محلاة دائما بالنفاذ العاجل.

وتكون جميع المنازعات المتعلقة بمقدار التسبقات والأتعاب من أنظار الهيئة العليا للتحكيم التي تبت فيها بموجب قرار غير قابل لأي وجه من أوجه الطعن.

وفي صورة توقف إجراءات التحكيم قبل إصدار القرار التحكيمي النهائي فان الهيئة العليا للتحكيم هي التي تحدد مصاريف التحكيم على أن تأخذ بعين الاعتبار المرحلة التي وصلت إليها الإجراءات والمجهودات التي بذلها المحكمون.

الفصل 66 :

تحتسب أتعاب المحكمين بطريقة الجمع فتكون بالنسبة لكل محكم كما يلي:

-إلى حدود 100.000 ديناراً من 2% إلى 4% مع مبلغ أدنى قدره 2000,000 ديناراً

-من 100.001 ديناراً إلى 200.000 ديناراً : من 2.30% إلى 3.30%.

-من 200.001 ديناراً إلى 500.000 ديناراً : من 1.30% إلى 2%.

-من 500.001 ديناراً إلى 1000.000 ديناراً : من 1% إلى 2%.

-أكثر من 1000.000 ديناراً من 0.50% إلى 1.50%.

وإذا اقتضت إجراءات التحكيم تنقل المحكمين إلى مكان آخر غير مقر التحكيم فانه تضاف إلى مبلغ الأتعاب المحددة بالجدول مصاريف التنقل والإقامة.

وتحتسب الأتعاب الراجعة للهيئة العليا للتحكيم وفقاً للنسب المحددة بالجدول المشار إليه أعلاه.

الفرع الخامس

القرارات الإصلاحية والتفسيرية والتكميلية

الفصل 61 :

يجوز لهيئة التحكيم من تلقاء نفسها خلال ثلاثين يوما من صدور قرارها إصلاح الغلط في الرسم أو في الحساب أو في الاسم أو أي غلط مادي تسرب إلى القرار على أن يقع عرض قرار الإصلاح المتعلق بالاختلالات المبينة من نوع ما ذكر على مصادقة الهيئة العليا للتحكيم.

ويجوز لهيئة التحكيم بطلب يقدمه احد الأطراف خلال عشرين يوما من إعلامه بالقرار التكميلي إذا كانت له صبغة داخلية وثلاثين يوما إذا كانت له صبغة دولية وبعد قيامه بإعلام الطرف الأخر ليقدم عند الاقتضاء ما له من ملحوظات خلال خمسة عشر يوما من اتصاله بالإعلام أن تقوم بالإعمال التالية بدون سبق مرافعة: -إصلاح الغلط في الكتابة أو في الرسم أو في الحساب أو في الاسم أو أي غلط مادي تسرب إلى القرار.

-شرح جزء معين من القرار التكميلي بدون زيادة أو نقصان على ما يقتضيه نصه. -إصدار حكم تكميلي في جزء من الطلب وقع السهو عنه في القرار. ويكون القرار الإصلاحي أو التفسيري أو التكميلي الصادر في إحدى الصور المتقدمة جزءا لا يتجزء من القرار الأصلي.

وتصدر هيئة التحكيم قرارها خلال ثلاثين يوما من تاريخ تعهدها بالمطلب إذا كان القرار إصلاحيا أو تفسيريا وخلال ستين يوما إذا كان القرار تكميليا. ولا يصدر القرار الإصلاحي أو التفسيري أو التكميلي إلا بعد عرضه على مصادقة الهيئة العليا للتحكيم.

وتتولى الكتابة العامة للمركز لإعلام الأطراف في مقرهم المختار بالقرار الصادر في إحدى الصور المتقدمة بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا وذلك خلال اجل عشرين يوما من صدوره وتودع في نفس الأجل أصل ذلك الحكم بكتابة المحكمة المختصة في مقابل وصل.

العنوان الخامس

قواعد مختلفة

الفصل 62 :

إذا وقع تنفيذ القرار التكميلي الأصلي تلقائيا فانه لا يجوز للأطراف استصدار حكم لإصلاحه أو تفسيره أو تكميله.

الفصل 63 :

لا يتحمل المحكمون ولا مركز التحكيم بصفاقتهم ولا الهيئة العليا للتحكيم أية مسؤولية تجاه أي كان عن كل فعل أو عمل أو سهو له علاقة بالتحكيم ويبقى كل طرف متحملا لخطئه العمدي.

الفصل 64 :

في جميع الحالات التي تتدخل فيها الهيئة العليا للتحكيم على معنى هذا النظام فإنها تكون مترتبة من رئيسها أو من ينوبه وعضوين يعينهما الرئيس ويتم تعيين هذه الترتيبية في كل نزاع عند تقديم مطلب التحكيم إلى المركز.

- أسماء المحكمين الذين أصدره.
- أسماء وصفات ومقرات الخصوم أو المقرات الاجتماعية للذوات المعنوية.
- أسماء المحامين الذين تولوا نيابة الأطراف ومقراتهم.
- موضوع الدعوى.
- ملخص مقالات الخصوم والإجراءات المتبعة.
- ما يفيد احترام حقوق الدفاع والمبادئ الأساسية لهذا النظام.
- التعليل الواقعي والقانوني للقرار.
- نص القرار.
- ضبط التكاليف والأتعاب والمصاريف.
- ويقع تحرير القرار باللغة التي اختارها الأطراف أو هيئة التحكيم.
- وقبل التوقيع عليه يتم عرض مشروع القرار على الهيئة العليا للتحكيم متألفة من رئيسها أو من ينوبه وعضوين التي يمكنها إدخال تحويرات شكلية أو لفت نظر المحكم أو هيئة التحكيم إلى مسائل تتعلق بأصل النزاع مع احترام حريته في اتخاذ القرار. وعلى الهيئة العليا للتحكيم أن تحترم في ذلك آجال التحكيم ولا يعد سكوتها معلقا لصدور القرار التحكيمي ولا مانعا له. ويعد القرار التحكيمي صادرا في مقر التحكيم المحدد بوثيقة المهمة.
- ويكون القرار التحكيمي سريا ونهائيا وبصدوره تنتهي مهمة هيئة التحكيم في خصوص النزاع موضوع التحكيم.

الفرع الثالث

الإعلام بالقرار وإيداعه

الفصل 59 :

عند صدور القرار التحكيمي تتولى الكتابة العامة للمركز تبليغه إلى الأطراف بعد استدعائهم شخصا أو استدعاء محاميهم بأي وسيلة تترك اثر كتابيا. وإذا حضر احد الأطراف لدى الكتابة العامة يقع تسليمه نسخة القرار مقابل وصل.

وفي مادة التحكيم الداخلي تقوم الكتابة العامة للمركز بإيداع أصل الحكم مرفوقا باتفاقية التحكيم بكتابة المحكمة المختصة وفقا لأحكام الفصل 33 من مجلة التحكيم.

الفرع الرابع

الصبغة الإلزامية للقرار التحكيمي

الفصل 60 :

يكتسي القرار التحكيمي صبغة إلزامية للأطراف ويعتبر اتفاق الأطراف على إخضاع نزاعهم لهذا النظام التزاما بتنفيذ القرار التحكيمي كاملا مع تمام الأمانة وبسرعة.

الفصل 55 :

بمجرد أن تقرر هيئة التحكيم صرف القضية للمفاوضة تعلم الكتابة العامة لمركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" بالتاريخ التقريبي لعرض مشروع القرار التحكيمي على الهيئة العليا للتحكيم للمصادقة وبكل تأجيل لذلك التاريخ.

الفرع العاشر

القواعد المنطبقة على أصل النزاع

الفصل 56 :

يجب على هيئة التحكيم أن تبت في أصل النزاع وكل المسائل المعروضة على التحكيم طبقاً لأحكام القانون الذي يعينه الأطراف.

وإذا لم يحدد الأطراف القانون المنطبق فإن هيئة التحكيم تعتمد القانون الذي تراه مناسباً.

ويمكن للأطراف أن يسندوا صراحة إلى هيئة التحكيم سلطات المحكم المصالح وعند ذلك تبت في النزاع طبق قواعد العدل والإنصاف وفي جميع الأحوال تبت هيئة التحكيم في النزاع وفقاً لشروط العقد مع الأخذ بعين الاعتبار العرف التجاري المنطبق على المعاملة.

العنوان الرابع

القرار التحكيمي

الفرع الأول

اجل إصدار القرار

الفصل 57 :

يجب أن تصدر هيئة التحكيم قرارها النهائي في أجل ستة أشهر بداية من قبول آخر محكم لمهمته ويمكن التمديد في هذا الأجل مرة أو مرتين بقرار من هيئة التحكيم إذا تعذر البت في الخصومة في الآجال المذكور. وهذه الآجال يمكن التمديد فيها باتفاق الأطراف.

الفرع الثاني

محتوى القرار التحكيمي وعرض مشروعه على الهيئة العليا للتحكيم

الفصل 58 :

تصدر هيئة التحكيم قرارها بأغلبية الأصوات بعد المفاوضة. وإذا لم تتكون الأغلبية فإن رئيس هيئة التحكيم ينص على ذلك ويصدر الحكم طبق رأيه ويكتفي في هذه الصورة بإمضائه على الحكم.

ويجب أن يقع الإمضاء على القرار التحكيمي من طرف كل المحكمين وإذا رفض واحد منهم أو أكثر الإمضاء أو كان عاجزاً عنه ينص بالقرار على ذلك ويجب أن يشمل القرار

التحكيمي على البيانات التالية :

-تاريخ صدور القرار ومكانه.

وإذا قبل الغير التداخل في إجراءات التحكيم وصادق على اختصاص هيئة التحكيم، فعليه أن يمضى على اتفاقية تحكيم مع الطرف الذي ادخله في الدعوى أو الذي سيتحمل نتائج إدخاله.

وتبت هيئة التحكيم في الدعاوى العارضة والدعاوى المعارضة مع الدعوى الأصلية. وإذا كان النظر في الدعوى العارضة أو الدعوى المعارضة من شأنه تأخير النظر في الدعوى الأصلية دون مبرر، فإن هيئة التحكيم يمكنها بناء على طلب احد الأطراف أن تقرر بان تفصل النظر في الدعوى العارضة أو الدعوى المعارضة عن الحكم في الدعوى الأصلية.

ويمكن أن يترتب عن الدعوى العارضة أو المعارضة دفع المصاريف والأتعاب التي يضبطها هذا النظام.

الفرع الثامن الحكم باتفاق الأطراف

الفصل 52 :

يمكن للأطراف الاتفاق خلال سريان إجراءات التحكيم على التسوية الصلحية للنزاع القائم بينهم. وفي هذه الحالة تتولى هيئة التحكيم ختم إجراءات التحكيم وعليها إذا طلب منها الأطراف ذلك ولم تر مانعا في الاستجابة للطلب أن تصدر قرار باتفاق الأطراف تنص فيه على انه حكم تحكيم وهو بمثابة أحكام التحكيم الصادرة في الاصل وتحدث نفس ما تحدثه من اثر.

ويضمن بالقرار التحكيمي مضمون اتفاق الأطراف.

الفرع التاسع ختم المرافعة

الفصل 53 :

تحيل هيئة التحكيم لجلسة المرافعة القضية التي ترى بأنها مهينة للحكم في الاصل وتعلم محاميي الأطراف بموعدها. ويفتتح رئيس هيئة التحكيم جلسة المرافعة ويديرها ويختتمها.

ويتولى المحامون المرافعة في حدود ما تضمنته ملحوظاتهم الكتابية المطروفة بالملف ويمكن للخصوم أن يقدموا الإيضاحات التي يرونها صالحة وذلك بحضور محاميهم وفي حدود الملحوظات الكتابية.

ولهيئة التحكيم أن تحجر عليهم ذلك إن رأت شدة تأثرهم أو عدم تجربتهم ما يمنعهم من المناقشة في القضية باللباقة المطلوبة وبصورة كافية لإنارة الهيئة.

وتكون جلسة المرافعة سرية ولا يحضرها سوى المحامون والخصوم.

الفصل 54 :

تعلن هيئة التحكيم عن ختم المرافعة وحجز القضية للمفاوضة. ولا يقبل أثناء ذلك لا ملحوظات ولا حجج غير انه يمكن في بعض الحالات أن ترخص لأحد الإطراف تقديم ملحوظات كتابية بعد أن يطلع عليها خصمه على أن ينص على هذا الترخيص بمحضر الجلسة.

ويمكن التجريح في الخبر أمام هيئة التحكيم لأسباب جدية خلال أربعة أيام من تاريخ الإعلام بتعيينه.

وتتولى هيئة التحكيم تحديد مقدار ما ينبغي تسبيقه للخبر على الحساب من مصاريف الاختبار ومن هو الخصم المطلوب بدفعها.

وإذا امتنع احد الأطراف عن الدفع فلهيئة التحكيم أن تأذن للطرف الآخر بتسديد التسبقة. وإذا لم يقع تسبيق مبلغ التسبقة من الخصم المطلوب منه ذلك ولا من غيره من الخصوم في الأجل المحدد لذلك، فإن الخبر لا يكون ملزوما بإتمام المأمورية ويترب عن ذلك سقوط حق الخصم المطلوب بالدفع بالتمسك بالإذن الصادر بتعيين خبر ما لم يقدم عذرا مشروعا لعدم الدفع.

وعلى الخبر مباشرة المأمورية بمحضر الخصوم أو في غيابهم بعد استدعائهم بأي وسيلة ترك أثرا كتابيا. ويجب عليه إنهاء أعماله خلال الأجل الذي تحدده له هيئة التحكيم وتحرير تقرير مفصل في جميع أعماله وينص بالأخص على استدعاء الخصوم وحضورهم أو عدم حضورهم مع بيان تصريحاتهم وتوقيعهم على هاته التصريحات كما يبين بكل وضوح رأيه الفني والأسباب التي بني عليه و يضمن تقريره إجابة مباشرة ودقيقة عن المأمورية التي كلف بها .

وإذا كان الاختبار قد اجري من طرف عدة خبراء فلكل منهم أن يقدم تقرير مستقل برأيه ما لم يتفقوا على تقديم تقرير واحد يبين به رأي كل منهم وأسبابه.

ولا يكون رأي الخبر ملزما لهيئة التحكيم. وتتولى هيئة التحكيم المصادقة على أجرة الخبر أو تعديلها.

وإذا امتنع احد الأطراف عن خلاص أجرة الخبر فلهيئة التحكيم أن تأذن للطرف الآخر بتسديد الأجرة.

و تسهر هيئة التحكيم أثناء مرحلة البحث في القضية على اتخاذ جميع التدابير التي تراها مناسبة لحماية أسرار الأطراف والمعلومات المتعلقة بأعمالهم.

الفرع السادس

الوسائل الوقتية التحفظية

الفصل 50 :

يمكن لهيئة التحكيم بمجرد إيداع الملف أن تأذن بناء على طلب احد الأطراف باتخاذ الوسائل التحفظية أو الوقتية التي تراها ملائمة ما لم يتفق الأطراف على خلاف ذلك. ويمكن لها أن تعلق هذه الوسيلة على تقديم الطالب ضمانات مناسبة. والوسائل الوقتية والتحفظية المنصوص عليها بهذا الفصل تصدر في شكل أذون أو أحكام معللة حسب الحالات التي تقدرها هيئة التحكيم.

الفرع السابع

الدعوى العارضة

الفصل 51 :

تنظر هيئة التحكيم بموافقة الأطراف في الدعوى العارضة التي يقوم بها المطلوب وفي إدخال الغير في الدعوى إذا كانت له علاقة بالتحكيم وكان حضوره ضروريا لتقدير النزاع.

وتتولى الهيئة التحقق من حضور الخصوم وصفاتهم واستيفاء الإجراءات القانونية. وتكون المرافعات حضورية ولا يعتبر طرفا في التحكيم إلا من وقع سماعه أو على الأقل استدعاؤه.

ويمكن لهيئة التحكيم أن تأذن بإعادة استدعاء احد الأطراف الذي تخلف عن الحضور أن لم يبلغه العلم بموعد الجلسة.

وإذا لم يحضر احد الأطراف رغم استدعائه طبق هذا النظام بصفة قانونية ولم يكن له عذر مقبول فان هيئة التحكيم تواصل النظر في القضية حسب أوراقها ودون توقف على حضوره.

ويجب على جميع المحكمين التوقيع على محاضر الجلسات ويوقع رئيس هيئة التحكيم على الأعمال الإجرائية وخاصة منها الاستدعاء والاعلامات والأذون أو الأحكام التحضيرية.

الفصل 48 :

تأذن هيئة التحكيم محاميين الأطراف بتبادل التقارير وما لديهم من مؤيدات في آجال معقولة تضبطها لهم. ويستمر المحامون على تبادل الملحوظات بينهم تلقائيا واثبات ذلك بإمضاء كل منهم على توصله بما قدمه له زميله أو بوسائل الإثبات الأخرى. وتقدم نسخ من تلك الملحوظات وكذلك الوثائق إلى الكتابة العامة لمركز "المحكم" التي تتولى اضافتها ملف القضية ليطلع عليها المحكمون في الوقت المناسب. وفي جميع الأحوال يجب على هيئة التحكيم خلال مرحلة تبادل التقارير أن تسهر على احترام حقوق الدفاع وخاصة مبادئ النزاهة والمساواة والمواجهة بين الخصوم.

الفصل 49 :

يمكن لهيئة التحكيم القيام بجميع الأبحاث والأعمال الكاشفة للحقيقة. وإذا كان احد الأطراف ماسكا لوسيلة من وسائل الإثبات فلها مطالبتة بتقديمها. وتتولى هيئة التحكيم تهيئة القضية للفصل وذلك:

- بتلقي التقارير والمؤيدات من المحامين ومطالبتهم بما تراه لازما من الإيضاحات والوثائق الإضافية.
- بإجراء الأبحاث التي يستوجبها سيرها للتحريير على الطرفين شخصا وضبط نقاط الخلاف بينهما.
- بتلقي البينة بالشهادة والإذن لمن استند إليها بإحضارها لدى هيئة التحكيم في اليوم والساعة والمكان المحدد لذلك. وبصفة عامة يمكن لهيئة التحكيم سماع كل من ترى فائدة في سماعه لتقدير النزاع.
- إتمام التوجهات على عين محل النزاع أو إلى أي مكان تراه مناسبا لمعاينة بضائع أو معدات أو تجهيزات أو أشياء أخرى أو لفحص مستندات.
- ويجب عليها إعلام الأطراف بموعد تلك التوجهات أو المعاينات ومنهمم أجلا كافيا للحضور أثناءها.
- الإذن بإجراء اختبار أن اقتضى الحال وتتولى هيئة التحكيم تعيين من كان مؤهلا لانجازه ومختصا في الميدان الذي يهم النزاع كل ذلك ما لم يتفق الأطراف على خبير معين.

تتولى الهيئة العليا للتحكيم متركبة من رئيسها أو من ينوبه وعضوين التحقق من محتوى محضر جلسة المهمة ومدى شموله لكافة المسائل التي توجبها الفقرة الأولى من هذا الفصل ثم تصادق عليه ويمكنها إرجاع الملف صحة محضر جلسة المهمة إلى هيئة التحكيم لمطالبتها بتلافي بعض النقائص إن اقتضى الحال ذلك. وفي صورة رفض احد الأطراف المشاركة في محضر جلسة المهمة أو رفض إمضاءه فان الهيئة العليا للتحكيم المشار إليها تصادق على محضر الجلسة بعد التأكد من صحته. وفي جميع الحالات ومجرد مصادقة الهيئة العليا للتحكيم على محضر جلسة المهمة فان الكتابة العامة لمركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" تحيل الملف مع أوراقه إلى هيئة التحكيم حتى تسير الدعوى.

الفرع الرابع

القواعد المنطبقة على اجراءات التحكيم

الفصل 45 :

تتولى هيئة التحكيم تطبيق الإجراءات التي يضبطها هذا النظام وفي حالة سكوت النظام فللأطراف أن يتفقوا على الإجراءات الواجب إتباعها فان لم يتفقوا كان لهيئة التحكيم تطبيق القواعد الإجرائية التي تراها مناسبة لفض النزاع. وفي جميع الحالات تتولى هيئة التحكيم تسيير الإجراءات بصفة تضمن التوفيق بين مقتضيات سرعة الفصل والمرونة والنجاعة من جهة وضرورة احترام المبادئ الأساسية المنصوص عليها صلب هذا النظام من جهة أخرى.

الفرع الخامس

سير إجراءات التحكيم

الفصل 46 :

تبت هيئة التحكيم بعد تشكيلها في الدفوعات المتعلقة باختصاصها ومدى وجود اتفاقية التحكيم أو صحتها. ويجب على كل طرف يرغب في التمسك بتلك الدفوعات إثارتها في بداية إجراءات التحكيم وقبل الخوض في الاصل وإلا كان دفعه مرفوضا. ولا يعتبر تعيين محكم من احد الأطراف أو المشاركة في تعيينه تخليا عن الحق في إثارة الدفوعات المتعلقة باختصاص هيئة التحكيم أو بمدى وجود اتفاقية التحكيم ومدى صحتها. ويمكن لهيئة التحكيم البت في الدفوعات المشار إليها بالفقرة الأولى من هذا الفصل باعتبارها مسائل أولية كما يمكنها البت فيها صلب قرارها النهائي الذي تتخذه في الاصل.

الفصل 47 :

تتولى هيئة التحكيم القيام بجميع ما يلزم لتهيئة القضية للحكم في أسرع الآجال ولها الإذن بجميع وسائل البحث الملائمة. وتنظم هيئة التحكيم سير الجلسات وتقع المناداة على القضية يوم الجلسة المعينة لها

الفرع الثاني دعوى المعارضة

الفصل 43 :

يمكن للمطلوب القيام بدعوى المعارضة ضمن جوابه عن الدعوى الموجهة عليه على أن تكون مؤسسة على نفس اتفاقية التحكيم التي قامت عليها الدعوى الأصلية ومقدمة قبل تعيين القضية للمرافعة ويجب أن تتضمن دعوى المعارضة خاصة ما يأتي :
- عرض لطبيعة النزاع الناشئة عنه دعوى المعارضة وظروفه.

- بيان موضوع دعوى المعارضة والمقدار المطلوب بقدر الإمكان.

وتخضع دعوى المعارضة لدفع المصاريف والأتعاب التي يحددها هذا النظام ويمكن للمدعي أن يقدم للكتابة العامة لمركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" مذكرة في الجواب عن الدعوى المعارضة في ظرف عشرين يوما من تاريخ اتصاله بعريضة دعوى أو دعاوي المعارضة المبلغة إليه من طرف الكتابة العامة. ويمكن لرئيس الهيئة العليا للتحكيم التمديد في هذا الأجل إن اقتضى الأمر ذلك.

الفرع الثالث

محضر جلسة المهمة

الفصل 44 :

بمجرد أن تحيل الهيئة العليا للتحكيم الملف على هيئة التحكيم التي تكون قد تشكلت بصفة قانونية تتولى هذه الأخيرة بحضور الأطراف تحرير محضر جلسة المهمة يضيئه جميع المحكمين وجميع الأطراف سواء شخصا أو بواسطة محاميهم ويتضمن بالخصوص المسائل التالية :

- أسماء وألقاب المحكمين صفاتهم ومقراتهم

- قبول المحكمين للمهمة الموكولة لهم.

- صحة اتفاقية التحكيم.

- قابلية النزاع للتحكيم.

- الهوية الكاملة لأطراف النزاع وصفاتهم والمحامين الذين ينوبونهم.

- المقر المختار لكل طرف أثناء سريان الإجراءات التحكيمية.

- عرض لموضوع النزاع والمسائل التي يتعين البت فيها والمقدار المطلوب في الدعوى الأصلية أو في دعوى المعارضة إن رأت هيئة التحكيم فائدة في ذلك.

- تحديد القانون المنطبق على الإجراءات وعلى أصل النزاع.

- في صورة الاتفاق على أن يقع فض النزاع طبقا لقواعد العدل والإنصاف فانه يقع التنصيص على ذلك صراحة صلب محضر الجلسة.

- مكان التحكيم.

- لغة التحكيم واللغات التي يمكن استعمالها في الترجمة.

- اجل التحكيم وان أمكن مواعيد الإجراءات.

- الصبغة الداخلية أو الدولية للتحكيم وطبيعته.

- تحديد أتعاب المحكمين وعند الاقتضاء طريقة الخلاص

وعند انتهاء هيئة التحكيم من تحرير محضر جلسة المهمة تحيله إلى الهيئة العليا للتحكيم.

الفصل 39 :

يتولى الكاتب العام للمركز ترسيم العريضة في يوم تلقيها بالدفتر المعد لذلك بعد التحقق من خلاص المصاريف الإدارية ويسلم لمقدمها توصيلا فيها ثم يبادر بتقديمها صجة المؤيدات المصاحبة لرئيس الهيئة العليا للتحكيم.

الفصل 40 :

يتولى رئيس الهيئة العليا للتحكيم الاطلاع على العريضة والمؤيدات المصاحبة لها ويمكنه عند الاقتضاء مطالبة المدعي بتدارك النقائص المتعلقة بالبيانات والوثائق التي اشترطها الفصل 38 ومنحه لذلك أجلا معقولا الذي بانقضائه دون نتيجة تحفظ العريضة ويبقى للمدعي الحق في إعادة رفع الدعوى مجددا. وفي صورة استيفاء العريضة لشروط الفصل 38 فان رئيس الهيئة العليا للتحكيم يحيل الملف إلى الكتابة العامة ويأذن لها بتبليغ نسخة من العريضة والمؤيدات إلى المدعى عليه.

الفصل 41 :

يتولى الكاتب العام للمركز حالا تبليغ نسخة من العريضة ومن وثائق الملف إلى المدعى عليه بواسطة عدل منفذ وتتعدد النظائر والنسخ بتعدد المطلوبين. ويجب أن يتضمن محضر التبليغ التنبيه على المطلوب بضرورة تعيين المحكم الأساسي والمحكم الاحتياطي وتقديم دفوعاته وجوابه ووسائل دفاعه إلى الكتابة العامة للمركز بواسطة محام خلال اجل لا يتجاوز ثلاثين يوما من تاريخ التبليغ وبانقضائه تتواصل إجراءات التحكيم ويقع النظر في الدعوى حسب أوراقها. لرئيس الهيئة العليا للتحكيم في صورة عدم جواب المطلوب إن يمكنه من أجل إضافيا لا يتجاوز عشرة أيام إذا كان المطلوب مقيما بالتراب التونسي وعشرين يوما إذا كان مقيما بالخارج. وبانتهاه تتواصل إجراءات التحكيم دون توقف على جوابه. ولا يعتبر تخلف المطلوب إقرارا بصحة الدعوى.

الفصل 42 :

إذا كلف المطلوب محاميا يجب على هذا الأخير أن يقدم للكتابة العامة لمركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" خلال الأجل الممنوح له تقرير جوابه مع ماله من مؤيدات. ويتضمن جوابه العناصر التالية :

- الهوية الكاملة للمطلوب وصفته ومقر محاميه بوصفه مقره المختار.
- ملحوظاته في خصوص اتفاقية التحكيم.
- البيانات المتعلقة بعدد المحكمين الأساسيين وعدد المحكمين الاحتياطيين.
- البيانات المتعلقة بالمحكم الأساسي الذي عينه والمحكم الاحتياطي الذي اختاره.
- وإذا فوض المطلوب لرئيس الهيئة العليا للتحكيم تعيين المحكمين فبيان ذلك صراحة.

الفصل 34 :

إذا قدم طلب في عزل المحكم أو التجريح فيه فإن إجراءات التحكيم تتوقف إلى حين البت في الطلب.

الفرع السادس تعويض المحكمين

الفصل 35 :

يقع تعويض المحكم عند وفاته أو عزله أو استقالته أو عند قبول مطلب التجريح فيه ويحل المحكم الاحتياطي محله. وإذا تعذر التعويض فانه يتم بقرار من الهيئة العليا للتحكيم.

الفصل 36 :

في صورة تعويض احد المحكمين فان لهيئة التحكيم السلطة التقديرية في أن تعيد النظر في مسائل سبق النظر فيها خلال سريان الدعوى قبل التعويض مع مراعاة رأي الأطراف في ذلك.

الفصل 37 :

إذا استحال على المحكم بحكم القانون أو بحكم الواقع أداء مهمته فان هذه المهمة تنتهي بتخليه عنها وإلا كان عرضة للعزل. وطلب التخلي يقدم إلى الهيئة العليا للتحكيم التي تبت فيه في أسرع الآجال.

العنوان الثالث

إجراءات التحكيم

الفرع الأول

تقديم عريضة التحكيم وتقييدها واستدعاء الخصوم

الفصل 38 :

ترفع الدعوى لدى مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" بعريضة يحررها محامي المدعي ويقدمها إلى الكتابة العامة مصحوبة بما يفيد خلاص المصاريف الإدارية الراجعة للمركز وبنسخ من المؤيدات وتتعدد النظائر والنسخ بتعدد المطلوبين. ويجب أن تتضمن العريضة على ما يلي :

-الهوية الكاملة لكل طرف من اسم ولقب وصفة وعنوان وعدد السجل التجاري وإذا كان احد الأطراف شخصا معنويا فبيان طبيعته وشكله واسمه التجاري ومقره واسم ممثله القانوني إن أمكن ذلك ويعتبر مقر المحامي مقرا مختارا للمدعي.

-عرض لوقائع الدعوى وأدلتها وأسانيدها القانونية وطلبات المدعي.

-اتفاقية التحكيم وذلك بتحديد الشرط التحكيمي أو الاتفاق على التحكيم والذي بموجبه اتفق الأطراف على تعيين مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" لفض النزاع بينهم.

-تحديد مكان التحكيم ولغة التحكيم والقانون المنطبق عليه.

-البيانات المتعلقة بعدد المحكمين واسم المحكم الذي تم تعيينه.

-البيانات المتعلقة بعدد المحكمين الاحتياطيين والمحكم الاحتياطي الذي عينه.

-وإذا فوض المدعي لرئيس الهيئة العليا للتحكيم تعيين المحكمين فبيان ذلك صراحة.

الفصل 30 :

لا يقبل التجريح في المحكم من الطرف الذي مع معرفته بسبب التجريح باشر الخصام أو حرر دفوعاته أو طلباته في الدعوى بدون القيام بالتجريح.

الفصل 31 :

لا يجوز لأي طرف التجريح في محكم عينه أو شارك في تعيينه إلا لأسباب تبينها بعد التعيين ولا يقبل التجريح بعد ختم المرافعة.

الفصل 32 :

يجب على كل طرف يرغب في التجريح في محكم تقديم طلبه معلل وممضى من محاميه إلى رئيس هيئة التحكيم وذلك قبل ختم المرافعة وفي اجل قدره خمسة عشر يوماً من تاريخ إعلامه بتعيينه أو خمسة عشر يوماً من تاريخ اكتشافه لأحد الأسباب الموجبة للتجريح والذي طرأ بعد التعيين وبانقضاء الأجل المذكور يسقط الحق في التجريح. وبمجرد أن يتلقى الرئيس ذلك المطلب يستفسر المحكم المجرح فيه والخصم القائم بالتجريح ويطلع بقية الأطراف على مطلب التجريح ويطلب منهم إبداء ملحوظاتهم كما يحيل نسخة من المطلب والمؤيدات المرافقة له إلى رئيس الهيئة العليا للتحكيم. وتبت هيئة التحكيم متركبة من محكمين غير المحكم المجرح فيه ومن رئيس الهيئة العليا للتحكيم أو من ينوبه وعضوين منها هل يلزم تخلي ذلك المحكم عن النظر في القضية.

وتبت هذه التركيبة في مطلب التجريح بقرار معلل غير قابل للطعن.

الفصل 33 :

لا يجوز عزل المحكم أثناء سريان إجراءات التحكيم إلا باتفاق كل الأطراف وقبل ختم المرافعة وفي هذه الحالة يكون العزل بقرار غير قابل للطعن لأي وجه من أوجه الطعن تصدره الهيئة العليا للتحكيم متالفة من رئيسها وعضوين منها بناء على طلب الاحرص من الأطراف. وإذا تعذر حصول الاتفاق فانه يمكن لكل طرف أن يقدم مطلب العزل إلى الهيئة العليا للتحكيم خلال اجل لا يتجاوز الثلاثين يوماً تبتدأ من تاريخ قبول المحكم لمهمته أو من تاريخ حصول العلم للطالب بالأسباب أو الظروف التي يعتبرها موجبة للعزل. ويسقط الحق في طلب العزل بمضي الأجل المذكور. ويجب أن يتضمن مطلب العزل شرحاً مفصلاً للأسباب والظروف التي يتمسك الطالب بكونها موجبة للعزل.

وتتولى الهيئة العليا للتحكيم متالفة من رئيسها وعضوين منها إحالة نسخ من المطلب والمؤيدات المصاحبة له إلى الكتابة العامة لتبليغها إلى جميع الأطراف والمحكم المعني بالعزل لإبداء ملحوظاتهم الكتابية خلال اجل معقول تضبطه الهيئة المذكورة. وبانقضاء ذلك الأجل تنظر الهيئة المذكورة في مدى صحة المطلب ووجاهته ويمكنها اتخاذ أي وسيلة تراها مناسبة للوصول إلى الحقيقة. وتبت في الموضوع في أسرع وقت ممكن وفي جميع الحالات في اجل لا يتجاوز ثلاثة أشهر من تاريخ تقديم المطلب وذلك بموجب قرار غير قابل لأي وجه من أوجه الطعن.

الطالبين يعينون بالتشاور فيما بينهم محكم كما يعين المطلوبين من جهتهم بالتشاور فيما بينهم محكم. وإذا تعذر الاتفاق بين الأطراف حول تركيبة هيئة التحكيم فإن الهيئة العليا للتحكيم يمكنها تسمية المحكمين الثلاثة وتعيين احدهم لرئاستها على أن تتوفر فيهم جميعا الشروط التي يوجبها هذا النظام.

الفصل 27 :

لا تتوقف إجراءات التحكيم على قبول المحكم الاحتياطي للصفة المسندة إليه ولا بسبب التجريح فيه من قبل احد الأطراف.

الفصل 28 :

لا تعتبر هيئة التحكيم قد تشكلت بصفة قانونية إلا بعد قبول كل المحكمين المعينين مهمتهم صراحة ودفع الأطراف المصاريف الإدارية وكذلك مبلغ التسبقة الراجعة للمحكمين. ويعتبر قبول المحكم لمهمته التزاما منه بالقيام بها إلى نهايتها طبقا لمقتضيات هذا النظام.

الفرع الخامس التجريح في المحكمين وعزلهم

الفصل 29 :

يجوز التجريح في المحكمين في الحالات التالية:
اولا: في النزاعات التي هم فيها خصوم أو لهم مشاركة مع الخصوم أو مشاركة في التزام لأحد الخصوم أو كان عليهم الرجوع من اجل الضمان.
ثانيا: في قضايا نسايتهم أو أزواجهن ولو بعد انفصال الزواج.
ثالثا: في قضايا أقاربهم أو مصاهيرهم بدون نهاية بسلسلة النسب المستقيم وحواشيتهم إلى الدرجة السادسة بالنسبة للأقارب وإلى الدرجة الرابعة بالنسبة للأصهار.

رابعا : في القضايا التي لزمتهم القيام فيها بصفة نائب قانوني عن احد الخصوم.
خامسا: في القضايا التي وقع سماعهم فيها بصفة شهود أو التي باشروها بصفة حكام أو سبق منهم إعطاء رأي فيها.

سادسا: إذا كانوا دائنين أو مدينين لأحد الخصوم.

سابعا : إذا كان احد الخصوم مستخدما عندهم.

ثامنا : إذا كانوا مستخدمين عند احد الخصوم.

تاسعا: إذا سبق خصام بينهم وبين احد الخصوم.

وبصفة عامة يجوز التجريح في المحكمين إذا وجدت أسباب وظروف من شأنها أن تثير شكوكا لها ما يبررها حول حياده أو استقلاله أو نزاهته أو إذا لم تتوفر فيه المؤهلات التي اتفق عليها الأطراف.

التصريح لدى رئيس الهيئة العليا للتحكيم الذي يطلع الأطراف عليه. كما يجب عليه أن يصرح لدى رئيس الهيئة العليا للتحكيم بكل الأسباب التي من شأنها أن تثير شكوكا حول حياده أو استقلاليته. ويتولى رئيس الهيئة العليا للتحكيم إعلام أطراف النزاع بوجود أي سبب من هذا القبيل ويضرب لهم أجلا للرد. وعلى المحكم كذلك أن يعلم رئيس الهيئة العليا للتحكيم كتابة بالظروف والوقائع التي تطرأ أثناء إجراءات التحكيم والتي يمكن أن تثير شكوكا لها ما يبررها حول حياده واستقلاليته ويتولى رئيس الهيئة العليا للتحكيم إعلام الأطراف بتلك الظروف والوقائع ويضرب لهم أجلا لإبداء ملحوظاتهم ويعد سكوت الأطراف خلال ذلك الأجل مصادقة على مواصلة المحكم لمهامه.

الفصل 21 :

يجب على القاضي أو العون العمومي الذي يقع تعيينه كمحكم الحصول على الترخيص الإداري اللازم لذلك من السلطة المختصة قبل القيام بأية مهمة في التحكيم. وفي صورة عدم إحصار الترخيص خلال خمسة عشر يوما من إعلامه بالتعيين فإن الهيئة العليا للتحكيم يمكنها تعويضه بطلب من الأطراف أو بدونه. ولرئيس الهيئة العليا للتحكيم دون سواه صلاحية التحقق من حصول القاضي أو العون العمومي على الترخيص.

الفصل 22 :

إذا كان المحكم قاضيا فإنه لا يجوز له النظر في القضايا التي يكون فيها احد الأطراف طرفا في احد النزاعات المنشورة أمامه في القضاء العدلي.

الفرع الثالث

عدد المحكمين

الفصل 23 :

يقع فض النزاع من طرف محكم واحد أو ثلاث محكمين.

الفصل 24 :

إذا لم يتفق الأطراف على تحديد عدد المحكمين فإن الهيئة العليا للتحكيم هي التي تتولى تحديد عدد المحكمين وتأخذ بعين الاعتبار في ذلك أهمية النزاع وطبيعته ومقدار الطلب.

الفرع الرابع

تعيين المحكمين

الفصل 25 :

إذا كان النزاع من أنظار هيئة التحكيم متألفة من ثلاث محكمين فإن كل طرف يعين محكما وتتولى الهيئة العليا للتحكيم تعيين محكم عن الطرف الذي تخلف عن ذلك. وتعين الهيئة العليا للتحكيم المحكم الثالث الذي يتولى رئاسة هيئة التحكيم وذلك بعد اخذ رأي الطرفين.

الفصل 26 :

في صورة تعدد الطالبين أو المطلوبين وإذا كان النزاع من أنظار ثلاث محكمين فإن

الفصل 12 :

تتولى هيئة التحكيم البت في جميع الطلبات ولا يجوز لها الحكم بما لم يطلبه الخصوم أو بأكثر مما طلبوه.

الفصل 13 :

يتحمل كل طرف عبء إثبات ادعاءاته.

الفصل 14 :

يجب على أطراف النزاع التعاون مع هيئة التحكيم في جميع الإجراءات التي تتخذها للكشف عن الحقيقة وللهيئة استخلاص النتائج من امتناع الخصوم عن الالتزام بواجب التعاون.

الفصل 15 :

يحق لكل خصم الاطلاع على أوراق القضية وعلى جميع التقارير والوثائق التي أدلى بها خصمه.

الفصل 16 :

تسهر هيئة التحكيم على حسن سير الدعوى ولها صلاحية منح الآجال المعقولة والإذن باتخاذ الوسائل الضرورية للكشف عن الحقيقة.

الفصل 17 :

لا يمكن لهيئة التحكيم أن تؤسس قرارها على وقائع غير ثابتة بالملف.

العنوان الثاني

نظام المحكمين

الفرع الأول

الشروط المتعلقة بشخص المحكم

الفصل 18 :

يجب أن يكون المحكم شخصا طبيعيا راشدا وكفئا ومتمتعا بكامل حقوقه المدنية ولا تتعلق به عقوبة تأديبية مسلطة عليه من إحدى الهيئات المهنية أو المؤسسات التي ينتمي إليها.

الفرع الثاني

التزامات المحكمين

الفصل 19 :

يجب على المحكم الالتزام بالحياد خلال كامل مراحل الإجراءات التحكيمية كما يجب عليه أن يكون مستقلا عن الأطراف.

الفصل 20 :

على كل شخص حين يعرض عليه احتمال تعيينه محكما أن يوقع قبل تعيينه على تصريح باستقلالته عن الطرفين وعلى التزامه بالحياد في حال تعيينه ويودع ذلك

ثالثاً: في النزاعات المتعلقة بالحالة الشخصية باستثناء الخلافات الناشئة عنها.
 رابعاً: في المسائل التي لا يجوز فيها الصلح.
 خامساً: في النزاعات المتعلقة بالدولة والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية
 والجماعات المحلية إلا إذا كانت هذه النزاعات ناتجة عن علاقات دولية اقتصادية
 كانت أو تجارية أو مالية وينظمها الباب الثالث من مجلة التحكيم.

الفرع الثالث أهلية الأطراف

الفصل 3 :

يجب أن تتوفر في أطراف اتفاقية التحكيم الذين يعينون مركز التحكيم بصفاقس
 "المحكّم" لفض نزاعاتهم أهلية التصرف في حقوقهم.

الفرع الرابع المبادئ الأساسية

الفصل 4 :

يجب معاملة الأطراف على قدم المساواة ولكل طرف الحق في الدفاع عن مصالحه
 بالطريقة التي يراها مفيدة.

الفصل 5 :

يجب على هيئة التحكيم أن تحترم مبدأ المواجهة وتلتزم الأطراف بأحترامه.

الفصل 6 :

يجب على هيئة التحكيم وفي جميع الأحوال أن تحترم وان تلتزم باحترام حقوق
 الدفاع.

الفصل 7 :

يلتزم كل متداخل في إجراءات التحكيم مهما كانت صفته بواجب النزاهة.

الفصل 8 :

إنابة المحامي وجوبية لدى هيئة التحكيم.

الفصل 9 :

يقع إجراء جلسات هيئة التحكيم بصفة سرية ولا يحضرها سوى الأطراف ونوابهم.
 غير انه بصفة استثنائية يمكن لهيئة التحكيم أن تأذن بحضور كل من ترى فائدة في
 سماعه.

الفصل 10 :

يجب على الأطراف الالتزام بالاحترام الواجب لهيئة التحكيم.

الفصل 11 :

يحق للأطراف دون سواهم رفع الدعوى أمام هيئة التحكيم ولهم حرية تحديد
 عناصر النزاع.



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

الكتاب الأول

أحكام مشتركة

العنوان الأول

أحكام عامة

الفرع الأول

مجال الاختصاص

الفصل 1 :

ينطبق هذا النظام كلما اتفق أطراف بموجب اتفاقية تحكيم على تعيين مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" لفض النزاعات القائمة والتي قد تقوم بينهم بشأن علاقة قانونية معينة تعاقدية كانت أو غير تعاقدية.

الفرع الثاني

قابلية النزاع للتحكيم

الفصل 2 :

يجب أن يكون النزاع قابلا للتحكيم.
لا يجوز التحكيم بواسطة مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم":
أولا: في المسائل المتعلقة بالنظام العام.
ثانيا: في النزاعات المتعلقة بالجنسية.

الشرط التحكيمي النموذجي

اتفق الأطراف على أن يتم فض جميع النزاعات الناشئة عن هذا العقد أو المتعلقة به بواسطة التحكيم طبقا لنظام التحكيم المعمول به لدى مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم" الذي يصرحون بموافقته عليه وبالتزامهم بإحكامه.

ويصرح الأطراف باتفاقهم:

1- بان يقع فض نزاعهم بواسطة هيئة تحكيم تتركب من:

محكم واحد.

ثلاث محكمين.

يتم تعيينه أو تعيينهم طبقا لنظام التحكيم الجاري به العمل لدى مركز التحكيم بصفاقس "المحكّم".

2- بان يقع فصل النزاع طبقا:

للقانون.

لقواعد العدل والإنصاف.

للعرف التجاري الجاري به العمل.

3- بان تكون لغة التحكيم هي:

نظام التقييم

لقد اجمع الفاعلون في عالم الأعمال على أن التحكيم هو الوسيلة الطبيعية لفض النزاعات الاقتصادية التي تعقدت إلى حد بعيد واستلزمت مشاركة مختصين في جميع ميادين الاقتصاد فالمعاملات الداخلية والدولية تطورت تطورا كبيرا وتشعبت وأصبحت متصلة بميادين على درجة كبيرة من الخصوصية الأمر الذي أفرز نزاعات يتطلب فضها الماماً معمقاً بتلك الميادين وكفاءة قانونية وفنية عالية وان هاته المتطلبات يوفرها التحكيم كطريقة خاصة للفصل في النزاعات بين التجار

وقد أعطى المشرع التونسي العناية لهذه المؤسسة وصادر مجلة التحكيم بمقتضى القانون عدد 42 لسنة 1993 المؤرخ في 26 أفريل 1993 والتي تبنت التحكيم الحر والتحكيم المؤسسي.

وتناغما مع مجلة التحكيم جاء القانون عدد 75 لسنة 2006 المؤرخ في 30 نوفمبر 2006 ليضبط الخدمات التي تقدمها غرف التجارة والصناعة إلى المؤسسة والتي من بينها "اتخاذ المبادرات الرامية إلى التوفيق والمصالحة والتحكيم وعند الاقتضاء في مستوى الجهات وفي المستوى الوطني والعالمي وذلك طبقاً للقوانين الجاري بها العمل" (الفصل الرابع الفقرة 5 . 7).

وفي هذا الإطار اتخذت غرفة التجارة والصناعة لصفاقس مبادرة لإنشاء مركز التحكيم بصفاقس تمت تسميته "المَحَكِّم" وذلك خلال شهر أفريل 2016 وهو مركز خاضع للإشراف الإداري والمالي للغرفة وبطبيعة الحال يتمتع المحكمون باستقلاليتهم الكاملة في خصوص المهام الموكولة لهم. وقد تم إعداد نظام التحكيم الذي تسيّر وفقه إجراءات التحكيم لدى المركز ووقع إيداعه لدى المؤسسة التونسية لحقوق المؤلف والحقوق المجاورة ولدى وزارة التجارة كما تم إيداع علامته المميزة لدى المعهد الوطني للمواصفات والملكية الصناعية.

وقد اهتم نظام التحكيم بالأساس بالتوفيق بين متطلبات السرعة والنجاحة والسرية من جهة وضرورة احترام المبادئ الأساسية الإجرائية من جهة أخرى وان هذا النظام يتميز ببساطة إجراءاته وبتوجهه نحو إرساء السلامة القانونية لفائدة أطراف التحكيم مما يوفر لهم الشعور بالارتياح والاطمئنان في خصوص طريقة فض نزاعاتهم.

وفي هذا السياق تم إنشاء هيكل صلب مركز التحكيم وهو الهيئة العليا للتحكيم حيث اسند لها نظام التحكيم صلاحية مراقبة حسن تسيير إجراءات التحكيم واحترام هذا النظام من طرف هيئات التحكيم سواء المتعهددة بالنظر بأصل النزاع أو المتعهددة بالدعاوى الاستعجالية.

23	.....	الفرع الرابع : الصبغة الإلزامية للقرار التحكيمي
24	.....	الفرع الخامس : القرارات الإصلاحية والتفسيرية والتكميلية
24	.....	العنوان الخامس : قواعد مختلفة
25	.....	العنوان السادس : مصاريف التحكيم
26	.....	الكتاب الثاني : أحكام خاصة - التحكيم في المادة الاستعجالية ...

5	تمهيد
8	الشرط التحكيمي النموذجي
9	الكتاب الأول : أحكام مشتركة
9	العنوان الأول : أحكام عامة
9	الفرع الأول : مجال الاختصاص
9	الفرع الثاني : قابلية النزاع للتحكيم
10	الفرع الثالث : أهلية الأطراف
10	الفرع الرابع : المبادئ الأساسية
11	العنوان الثاني : نظام المحكمين
11	الفرع الأول : الشروط المتعلقة بشخص المحكم
11	الفرع الثاني : التزامات المحكمين
12	الفرع الثالث : عدد المحكمين
12	الفرع الرابع : تعيين المحكمين
13	الفرع الخامس : التجريح في المحكمين وعزلهم
15	الفرع السادس : تعويض المحكمين
15	العنوان الثالث : إجراءات التحكيم
15	الفرع الأول : تقديم عريضة التحكيم وتقييدها واستدعاء الخصوم
17	الفرع الثاني : دعوى المعارضة
17	الفرع الثالث : محضر جلسة المهمة
18	الفرع الرابع : القواعد المنطبقة على إجراءات التحكيم
18	الفرع الخامس : سير إجراءات التحكيم
20	الفرع السادس : الوسائل الوقتية التحفظية
20	الفرع السابع : الدعوى العارضة
21	الفرع الثامن : الحكم باتفاق الأطراف
21	الفرع التاسع : ختم المرافعة
22	الفرع العاشر : القواعد المنطبقة على أصل النزاع
22	العنوان الرابع : القرار التحكيمي
22	الفرع الأول : اجل إصدار القرار
22	الفرع الثاني : محتوى القرار التحكيمي وعرض مشروعه على الهيئة العليا للتحكيم
23	الفرع الثالث : الإعلام بالقرار وإيداعه



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

نظام التحكيم

www.sfaxarbitrage.tn



Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Sfax, Tunisie | غرفة التجارة
والصناعة
لصفاقس، تونس

نهج الملازم حمادي تاج ص ب 1153-3018 صفاقس تونس

الهاتف : 74296120

الفاكس : 74296121

www.ccis.org.tn

www.sfaxarbitrage.tn

ccis@ccis.org.tn

info@sfaxarbitrage.tn



Centre d'arbitrage de Sfax
مركز التحكيم بصفاقس

نظام التحكيم



Chambre de Commerce
et d'Industrie
de Sfax, Tunisie | غرفة التجارة
والصناعة
لصفاقس، تونس